RESTEZ CHEZ VOUS

L'ECHO D'ALGERIE

INFORMER ET PENSER LIBREMENT

Coronavirus

194 nouveaux cas, 171 guérisons et 8 décès en Algérie durant les dernières 24h

Lire page 16

Quotidien National d'Information - 9e Année - Mercredi 27 mai 2020 - 4 Chawwal 1441 - N° 2406 - Algérie : 10 DA / 1 € www.lechodalgerie-dz.com

La loi des Finances complémentaire devant les députés

La politique de la rationalisation des dépenses publiques se précise

Le projet de loi des Finances complémentaire (PLFC) pour l'exercice 2020 a été présenté, hier, devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) par le ministre des Finances, Abderahamane Raouya lors d'une séance plénière présidée par le président de l'Assemblée, Slimane Chenine.

Lire page 3

ANP

Le général-major Saïd Chengriha préside un colloque sur le Covid-19

*Le général-major, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire par intérim, Saïd Chengriha, préside, aujourd'hui, à l'Ecole supérieure de guerre à Tamentfoust (1re Région militaire), la cérémonie d'ouverture du colloque intitulé «*Résilience face à la pandémie du Covid-19»,...

Lire page 16

Non-respect des mesures de prévention et de confinement

Procédures judiciaires contre 5319 individus et mise en fourrière de 1647 véhicules

Cinq mille troix-cent-dix-neuf personnes ont fait l'objet de poursuites judiciaires et 1647 véhicules et 602 motos mis en fourrière durant les 2 jours de Aïd El Fitr pour violation des dispositions organisationnelles relatives à la prévention et la lutte contre la propagation du coronavirus, a indiqué, hier, un responsable de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Les services de police ont enregistré durant la même période, 79 infractions dont 52 relatives au regroupement de plus de deux personnes et 27 relatives au non-respect de la distanciation sociale, a précisé le chef de la cellule de communication et des relations publiques à la DGSN, le commissaire divisionnaire, Amar Laroum...

Lire page 2

Communication

«L'accès des médias à l'information relève du «droit d'accès au service public», indique Belhimer

Lire page 4

Mohamed Bouhamidi dans un entretien à l'APS :

«Des ONG internationales tentent d'orienter le Hirak pour aboutir à une situation de chaos en Algérie»

Lire page 5

Non-respect des mesures de prévention et de confinement

Procédures judiciaires contre 5319 individus et mise en fourrière de 1647 véhicules

Cinq mille troix-cent-dix-neuf personnes ont fait l'objet de poursuites judiciaires et 1647 véhicules et 602 motos mis en fourrière durant les 2 jours de Aïd El Fitr pour violation des dispositions organisationnelles relatives à la prévention et la lutte contre la propagation du coronavirus, a indiqué, hier, un responsable de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Les services de police ont enregistré durant la même période, 79 infractions dont 52 relatives au regroupement de plus de deux personnes et 27 relatives au non-respect de la distanciation sociale, a précisé le chef de la cellule de communication et des relations publiques à la DGSN, le commissaire divisionnaire Amar Laroum. À cette occasion plusieurs initiatives de solidarité accompagnées de campagnes de sensibilisation sur la nécessité de respecter les mesures de confinement ont été organisées où les différents services de la police ont distribué 50 000 masques aux citoyens dans de nombreuses wilayas du pays en sus de la programmation de visites à certains patients dans les hôpitaux et les maisons de repos pour personnes âgées et l'organisation de plusieurs campagnes de sensibilisation au profit des usagers de la route, a-t-il ajouté. «Les services de la DGSN restent vigilants pour protéger les citoyens, préserver la santé publique, sécuriser les biens et mettre en œuvre la réglementation relative aux mesures de confinement et aux dispositions de la réglementation relatives à la prévention et la lutte contre la propagation du Covid-19», a souligné Amar Laroum. Appelant les usagers de la voie publique à faire preuve de prudence, le même responsable a rappelé le numéro vert **15 48** et la ligne de secours **17** pour la réception des signalements **24h/24**.

Ph : Fateh Guidoum ©

Chlef

Mise en échec d'une tentative d'émigration clandestine de 17 personnes à partir de la plage de Ténès

Une tentative d'émigration clandestine de 17 personnes à partir de la plage de Ténès (55 km au nord de Chlef), a été mise en échec par des éléments de la brigade mobile de la Police judiciaire de «Kaloul», relevant de la daïra d'Abou Lhassane (à 49 km au Nord-ouest du chef-lieu de la wilaya) L'opération a été réalisée grâce à des informations portant présence de personnes qui s'apprêtaient à émigrer clandestinement, par la mer, depuis de la plage de Ténès.
Les investigations et recherches menées par la brigade mobile de la PJ, à ce sujet, ont permis l'arrestation de 17 suspects (tous originaires de Chlef (entre 17 et 40 ans), qui se préparaient à quitter «illégalement» le territoire national, par la mer, avec la saisie en leur possession de 3000 litres de carburant, et un montant de 60.000 DA et de 50 €.
Un véhicule de transport en commun des voyageurs, un petit camion et un véhicule touristique ont été, également, saisis, pendant cette opération.
Les suspects ont été présentés devant le tribunal de Ténès, pour le chef d'inculpation de «trafic de migrants et quitter le territoire national sans autorisation».

Tribunal de Boumerdès

Le procès de Abdelghani Hamel reporté au 2 juin prochain

Le tribunal de Boumerdès a reporté, hier, le procès de l'ancien DGSN, Abdelghani Hamel, au 2 juin prochain, selon une source judiciaire. Lié au détournement du foncier agricole, dilapidation des deniers publics et trafic d'influence, ce procès s'annonce d'autant plus retentissant encore qu'il implique les anciens ministres des Finances et des Travaux publics, respectivement Hadji Baba Ammi et Abdelkader Kadi ainsi que plusieurs walis et Chafik Hamel, fils du principal accusé. Ils devront répondre des chefs d'accusation de détournement et dilapidation du foncier agricole ainsi que de deniers publics et trafic d'influence à des fins d'activités illégales. Pour leur part, le frère de l'ancien Président, Saïd Bouteflika et les deux anciens Premiers ministres, Abdelmalek Sellal et Noureddine Bedoui, sont appelés comme témoins dans l'affaire.

Mostaganem

Saisie de marchandises destinées à la spéculation d'une valeur de 9,5 millions de dinars

Une saisie de marchandises et produits de consommation, destinés à la spéculation d'une valeur de près de 9,5 millions de dinars, a été opérée à Mostaganem, a-t-on appris, mardi, auprès de la Direction locale du commerce.
Les comités mixtes composés d'agents de la Direction du commerce, de la gendarmerie, de la sûreté de wilaya et des services agricoles ont saisi, depuis leur création à la mi-mars, des produits alimentaires de large consommation et d'autres produits d'une valeur globale de 9,480 millions de dinars. La quantité des produits saisis, découverts dans des locaux de stockage, des magasins et autres espaces à travers différentes communes et localités de la wilaya de Mostaganem, a atteint quelque 84 tonnes. Le bilan des activités de ces comités mixtes est jugé positif, permettant de garantir la disponibilité des produits alimentaires vitaux, notamment les produits des minoteries (semoule et farine), ainsi que les produits subventionnés comme le lait, l'huile et le sucre. Les résultats réalisés ont dépassé, durant cette période, le bilan des activités de contrôle des pratiques commerciales, de la qualité et de la répression des fraudes de l'année 2019, qui ont permis la saisie d'une quantité de 8,2 tonnes de marchandises d'une valeur de 2,6 millions de dinars. Les services concernés ont dressé douze procès-verbaux contre les opérateurs économiques en infraction et la marchandise saisie a été remise à la Direction locale de l'Action sociale sur décision de la wilaya afin de les distribuer aux familles démunies touchées par les mesures exceptionnelles appliquées dans le cadre de la prévention contre la propagation de la pandémie de coronavirus.

Protection civile

Plus de 300 interventions enregistrées à Alger au cours des deux jours de l'Aïd El Fitr

Les services de la Protection civile de la wilaya d'Alger ont enregistré plus de 300 interventions au cours des deux jours de l'Aïd El Fitr (24 et 25 mai courant), suite à des appels de secours reçus de citoyens signalant des accidents de la circulation, des accidents domestiques ou dans le cadre des évacuations sanitaires, a-t-on appris, hier, auprès du chargé de communication de cet organisme, le lieutenant Khaled Benkhalfallah qui a fait état de l'enregistrement, durant les deux jours de l'Aïd, de 320 interventions effectuées par la protection civile au niveau des différentes communes d'Alger, et ce, suite à des appels de secours reçus de citoyens signalant des accidents de la circulation, des accidents domestiques ou dans le cadre des évacuations sanitaires pour la prise en charge et le transfert de citoyens vers divers établissements hospitaliers de la capitale. Dans leur territoire de compétence, les unités de la ^ protection civile de la capitale ont effectué, au cours de la période susmentionnée, des interventions concernant cinq accidents de la circulation, a-t-il indiqué, ajoutant qu'aucun décès n'a été déploré, hormis cinq cas de blessés qui ont été secourus sur les lieux, puis transférés vers les hôpitaux. Ces cinq accidents sont survenus au niveau des communes d'El Mohammadia, Chéraga, Bab Ezzouar et des Eucalyptus, en raison du non-respect du code de la route, a-t-il expliqué. Khaled Benkhalfallah a, en outre, précisé que les autres interventions concernaient des accidents domestiques et des évacuations sanitaires de citoyens souffrant de maladies chroniques et de fractures, lesquels ont été orientés vers des hôpitaux pour recevoir les soins, a-t-il affirmé. Selon le même interlocuteur, deux incendies ont été enregistrés, pendant le 1er jour de l'Aïd El Fitr, en milieu urbain au niveau des communes d'El Harrach à Boumati et Sidi Moussa, sans aucune perte matérielle ou humaine. La même source a mis en avant la participation des différentes unités de la protection civile d'Alger aux activités et opérations de solidarité et de sensibilisation liées à la prévention contre la propagation du coronavirus (Covid-19) afin d'éviter toute contamination.

Oran

Saisie de 300 kg de viande rouge impropre à la consommation

Une quantité de 300 kg de viande rouge impropre à la consommation a été saisie par les services de la 20e sûreté urbaine après l'exploitation d'informations indiquant que deux individus transportaient de la viande rouge impropre afin de l'écouler sans registre de commerce. Sur ce, un dispositif a été mis en place lequel a permis d'intercepter deux véhicules de marque Renault Kangoo et Toyota Hylux. Leur fouille a donné lieu à la saisie d'une quantité globale de 300 kg de viande, transportée dans des conditions dépourvues d'hygiène et sans chaîne de froid. Le contrôle effectué par le service vétérinaire a indiqué qu'il s'agit de viande impropre à la consommation.
Une enquête a été ouverte.

Edité par la Sarl Echo Medias Algérie

Directeur Général Fondateur
Tewfiq Meraou

L'ECHO D'ALGERIE
Quotidien National d'Information

Directeur de la Publication
Ahsene Saaid
Directrice de la Rédaction
Dr Lila Meraou
Rédacteur en Chef
Mouloud Hamdi
Directeur Technique
Walid Boumaaraf

Siège Social : 32, Avenue de Maubeuge - Alger
Rédaction : 5F, rue des 3 Frères - Bouadou Bir Mourad Raïs - Alger
Tél-Fax : 023 54 23 23 / 023 54 23 02
Direction de la publicité : Tél-Fax : 023 54 23 04
بنك التنمية المحلية BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL Compte N° : 00500111400201363101 3

Anep
Tél : 021 73 76 78
021 73 71 28
Fax : 021 73 95 59
Diffusion
Ouest-Centre-Est
Zigzag Expresse
Impression
SIA

www.lechodalgerie-dz.com E-mail : echodalgerie@gmail.com L'Echo d'Algérie Quotidien National d'Information @echodalgerie_dz

• Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne sont pas restitués et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.

L'ECHO D'ALGERIE
Www. lechodalgerie-dz.com

La loi des Finances complémentaire devant les députés

La politique de la rationalisation des dépenses publiques se précise

Le projet de loi des Finances complémentaire (PLFC) pour l'exercice 2020 a été présenté, hier, devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) par le ministre des Finances, Abderahamane Raouya lors d'une séance plénière présidée par le président de l'Assemblée, Slimane Chenine.

M. Abderahamane Raouya a souligné que ce projet de loi a été élaboré dans un contexte qu'on pourrait qualifier d'exceptionnel et d'inédit, marqué par la conjonction de deux facteurs majeurs, à savoir : la stagnation économique mondiale et la crise sanitaire globale sans précédent.
Le PLFC 2020 prévoit la baisse des dépenses budgétaires à 7.372,7 mds DA (mds DA) contre 7.823,1 mds DA dans la loi des Finances (LF) initiale.
Les recettes budgétaires devraient elles aussi baisser à 5.395,8 mds DA contre 6.289,7 mds DA dans la LF initiale.
Le déficit budgétaire devrait atteindre 1.976,9 mds DA (-10,4% du PIB) contre 1.533,4 mds DA dans la LF initiale (-7,2% du PIB). Compte tenu de la chute drastique des cours du pétrole ces derniers mois, le prix de référence du baril de pétrole a été revu à la baisse de 50 à 30 $ et le prix de marché est passé de 60 à 35 $ dans le PLFC 2020. Il faut reconnaître, à ce propos, que la situation économique, guère confortable, que traverse le pays, aggravée par les conséquences du coronavirus et la chute drastique des prix du pétrole, a amené le Gouvernement à adopter une nouvelle démarche basée sur la rationalisation des dépenses et les facilitations pour le recouvrement fiscal. Cette approche a été confirmée par le ministre des Finances qui a fait savoir que la gestion de la baisse des recettes, notamment celles liées aux hydrocarbures, induit une poursuite des efforts de rationalisation des dépenses tout en travaillant à hisser le taux de recouvrement fiscal grâce aux facilitations mises en œuvre par l'Etat ainsi que la numérisation. Tout en reconnaissant que la situation n'est pas confortable, le Premier Argentier du pays a indiqué que : «Nous gérons la situation de façon précise, notamment à travers la rationalisation des dépenses», ajoutant qu'un travail «au jour le jour» est en cours afin de gérer la réduction des recettes de l'Etat. «C'est une situation à laquelle aucun pays dans le monde ne s'attendait, mais nous avons les moyens d'y faire face», a-t-il assuré.
Concernant les contribuables des entreprises, le premier responsable des Finances a rappelé avoir tenu une réunion avec les syndicats et les chefs d'entreprises afin d'évoquer les mesures prises par le Gouvernement en faveur de la prolongation des délais des paiements de l'impôt. C'est à ce titre que des mesures pratiques seront prises pour accélérer la mise en place d'un nouveau modèle économique basé sur la diversification du développement et l'économie du savoir. Ce nouveau modèle a été évoqué par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune qui a insisté, lors du dernier Conseil des ministres, sur la prise des mesures pratiques afin d'accélérer la mise en place d'un nouveau modèle économique basé sur la diversification du développement et l'économie du savoir, en sus d'une nouvelle politique d'industrialisation orientée vers les industries petites, moyennes et émergentes, soulignant l'importance d'accorder la priorité aux produits garantissant un taux d'intégration élevé. Cette politique industrielle permettra de réduire la facture d'importation et de créer des postes d'emploi et à ce titre, le chef de l'Etat a instruit le Gouvernement à l'effet de recenser toutes les ressources naturelles nationales non exploitées afin de renforcer les capacités d'exportation du pays, compenser la baisse des recettes hydrocarbures et préserver cette richesse aux générations montantes.

Le président de la République a affirmé que l'évaluation doit s'appuyer sur la réalité pour pouvoir sortir avec une vision claire

Il a relevé, à ce propos, que l'Algérie dispose de compétences et de ressources matérielles susceptibles de la mettre à l'abri de l'instabilité des recettes pétrolières, appelant à mettre en valeur les ressources humaines pour remporter le pari, de surmonter les séquelles de la pandémie Covid-19 et de jeter les fondements d'une véritable industrie nationale dans le cadre d'une véritable économie, dont les échéances et les objectifs sont bien définis.
Le président de la République a affirmé que l'évaluation doit s'appuyer sur la réalité pour pouvoir sortir avec une vision claire, tout en déplorant le fait que cette réalité montre que «nous ne sommes pas parvenus, à ce jour, à produire localement à 100% un téléviseur ou un réfrigérateur, alors que l'Algérie recèle des compétences scientifiques dans les divers domaines, des compétences qui ont démontré leur potentiel dans notre lutte collective contre la propagation de la pandémie du coronavirus».
Ainsi, et partant de la réforme des structures de gouvernance et de gestion direct de l'économie productive, une stratégie industrielle sera élaborée à travers la révision du cadre législatif relatif à la promotion de l'investissement et la réorganisation du secteur économique public relevant du ministère de l'Industrie et des Mines en vue de sa relance et sa séparation complètement du Trésor public en tant que principal pourvoyeur. Partant de ce constat, le Président Tebboune a mis l'accent sur la nécessité de se tourner résolument et avec détermination vers l'industrie pétrochimique, le développement des secteurs de l'Industrie et de l'Agriculture et l'Exploitation des ressources humaines sortants chaque année de nos universités afin de permettre aux jeunes de mettre en avant leur génie habituel.
Il a insisté également sur la nécessité de s'orienter immédiatement vers l'investissement dans le secteur des Énergies renouvelables pour l'exportation afin d'immuniser notre indépendance économique contre toute éventualité pouvant se produire sur le marché pétrolier. Pour rappel, le président de la République avait appelé à prioriser l'investissement dans les produits agricoles assurant la sécurité alimentaire du pays.
Il s'agit ici d'encourager les filières céréalières, notamment le maïs, ainsi que les filières à même de couvrir les besoins nationaux en sucre, huile et céréales. À cet égard, il avait chargé le ministre de l'Agriculture et du Développement rural de mettre en place, à court terme et avant la fin de l'année en cours, un mécanisme sous forme d'un office ou autres en vue de relancer à promouvoir les investissements agricoles qu'ils soient nationaux, étrangers ou mixtes. En outre, le président de la République a affirmé que le recul des recettes algériennes d'exportation des hydrocarbures était une réalité liée à l'évolution de la pandémie du coronavirus que connaît le monde, assurant que «nous devons nous préparer sérieusement pour surpasser les répercussions de la crise économique mondiale. Si pour ce faire, «nous sommes appelés à revoir l'ordre des priorités de l'élan économique, ça ne doit en aucun cas affecter les axes vitaux des plans nationaux de développement, notamment ceux pourtant sur les acquis sociaux à l'instar du niveau de vie du citoyen, des salaires et retraites et des postes d'emploi», a-t-il souligné. Et d'ajouter, : «c'est également une occasion pour nous de prendre conscience de la vulnérabilité de notre économie nationale, en raison de notre négligence pendant des décennies à la libérer de la rente pétrolière, indiquant qu'il est impératif de mettre un terme aux mauvaises pratiques qu'a inculquées la période de l'aisance financière, à l'exemple du gaspillage, de l'esprit dépendantiste, de fainéantise et de surconsommation». «Se débarrasser de ces pratiques demeure un devoir noble pour nous tous afin de passer sérieusement, collectivement et définitivement vers l'édification d'une nouvelle économie fondée sur la diversification des recettes, la protection de la production nationale, l'économie du savoir et la concrétisation de la transition énergétique, et ce, a-t-il expliqué, pour que le destin de toute une nation ne soit pas à la merci des fluctuations des marchés pétroliers». En outre, il a été décidé de surseoir à l'examen du projet de loi des Finances complémentaire jusqu'à évaluation des répercussions des mesures financières prises au niveau du Gouvernement, ainsi que l'évolution de la situation dans le monde. En attendant, le président de la République, a annoncé la réduction du montant de la facture d'importation de 41 à 31 milliards de dollars et des dépenses du budget de fonctionnement de 30% sans toucher les charges et salaires.
Il a également donné une instruction à l'effet d'arrêter la conclusion des contrats d'études et de services avec les bureaux étrangers, ce qui épargnera à l'Algérie près de 7 milliards USD/an, outre le report du lancement des projets inscrits ou en cours d'inscription, dont la réalisation n'a pas encore été entamée, à l'exception des projets prévus pour les zones de l'ombre. Il s'agit aussi du maintien des dépenses relatives au secteur de la Santé, tout en renforçant les moyens de lutte contre la propagation de l'épidémie de coronavirus et les maladies épidémiques en général, et le maintien du niveau des dépenses liées au secteur de l'Éducation. Dans le même cadre, le Président Tebboune a instruit de la prise en charge, lors de l'élaboration de la loi des Finances complémentaire, des pertes subies par les opérateurs en raison de la propagation du coronavirus, tout en chargeant le groupe Sonatrach de réduire de 14 à 7 milliards de dollars, les charges d'exploitation et les dépenses d'investissement pour préserver les réserves de change.

T. Benslimane

Communication

«L'accès des médias à l'information relève du «droit d'accès au service public», indique Belhimer

L'accès des professionnels des médias à l'information publique «doit relever du droit d'accès au service public», a indiqué hier le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Amar Belhimer.

L'accès à l'information doit être aussi «le reflet des obligations pesant sur les personnes publiques», a relevé M. Belhimer dans un entretien au quotidien *Le Courrier d'Algérie*, précisant que l'un des dix chantiers du plan de son secteur est dédié à ce volet. Il a fait savoir qu'à «l'ère de la 5G et de la volonté du président de la République d'œuvrer à l'émergence d'une nouvelle République, c'est la transparence qui semble prendre aujourd'hui le pas sur le secret au fil des évolutions de notre société et à l'aune des réformes constitutionnelles, législatives et administratives à venir qui l'érigeront en principe fondamental de l'action publique.» «Jusqu'ici, le droit national a faiblement encadré cette obligation, mais les choses sont vouées au changement inéluctable et rapide», a-t-il souligné. «Rien n'est figé, rien n'est irrémédiable», a affirmé le ministre, rappelant que «c'est dans cet esprit et dans cette optique que, dès ma nomination à mon poste et en ma qualité de porte-parole du gouvernement, j'ai ouvert un chantier de réflexion sur la communication institutionnelle à laquelle une direction centrale est déjà dédiée au ministère de la Communication». Il a rappelé dans le même sillage avoir proposé au gouvernement «la mise en place d'un système d'information intégré basé sur l'existence d'un service d'information gouvernemental, d'un service de documentation gouvernemental et d'un autre service de veille médiatique», affirmant que ces propositions «ont été validées en Conseil de gouvernement et adoptées en Conseil des ministres. Ceci «sans compter la réflexion sur la fonction même de porte-parole du gouvernement qui sera relancée dès le lancement du processus de déconfinement à l'échelle nationale», a indiqué M. Belhimer. Sur l'amélioration en matière de communication des pouvoirs publics, il a précisé qu'il ne s'agit que du «début d'un long processus de maîtrise de l'art de communiquer à une époque où les progrès fulgurants de la communication de masse, via les réseaux sociaux, imposent de communiquer en permanence en s'acquittant du maximum de transparence possible». Pour le ministre de la Communication, «le mutisme, l'opacité et le culte du secret qui caractérisent un peu, et depuis longtemps, les modes de gouvernance anciens, souvent autoritaires et peu participatifs, sont incompatibles avec la communication globale et les extraordinaires flux d'information dans la sphère Internet». Evaluant la presse nationale, il noté que celle-ci «présente des faiblesses structurelles en termes de contenus et de contenants», considérant que «la forme et le fond sont, de manière générale, moyennement attractifs quand ils ne sont pas, par endroits, faibles et indigents». «Le constat vaut pour l'ensemble de la presse, écrite et audiovisuelle, y compris les médias en ligne», a-t-il fait savoir, expliquant cela par le fait que «l'université et les entreprises de presse ne forment plus pour tous les corps de métiers impliqués dans le processus de production et de mise à disposition de l'offre éditoriale.» «La formation universitaire est centrée essentiellement sur les techniques de rédaction et le cursus de culture générale. A leur tour, les médias ne s'acquittent pas de leurs obligations patronales, éthiques et légales de former et de perfectionner», a-t-il mentionné. Le résultat final est «une offre éditoriale faible et peu séduisante de manière globale, avec cette impression qu'a le lecteur ou l'auditeur d'être en présence d'une presse qui informe peu quand elle ne déforme pas, et qui ne produit que faiblement du contenu et du sens», a-t-il déploré. Toutefois, «cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de bons journalistes, de bons techniciens et de bons managers, voire de très bons», a-t-il relevé. Mais, il a fait remarquer que «cette frange qui représente l'élite est l'arbre de la qualité qui cache la forêt de la pauvreté globale du fond et de la forme».

«L'ANEP ne sera plus jamais une simple centrale d'annonces et une exclusive courroie de distribution de l'argent des annonceurs publics».

Evoquant la situation de l'Agence nationale d'édition et de publicité (ANEP), le ministre a indiqué qu'au cours «des vingt dernières années, sa gestion, son administration et ses choix d'entreprise furent catastrophiques, une période marquée par l'impéritie, la gabegie, la concussion, la corruption, la dilapidation, les déviations d'attributions et la médiocrité». Il a ajouté que cette grande entreprise publique était «soumise à l'influence systématique de forces extra-médiatiques et extra-constitutionnelles». Face à la situation dans laquelle se trouve l'entreprise, une «vaste entreprise d'assainissement et de redressement est en cours», a-t-il assuré. «Sur instruction du président de la République et sous ma direction, une vaste entreprise d'assainissement et de redressement de l'ANEP est en cours. Sous la houlette de son nouveau P-dg, mon conseiller au ministère de la Communication, M. Larbi Ouenoughi», a précise M. Belhimer. Il a rappelé, à ce titre, qu'en «quelques semaines seulement, et parallèlement à des enquêtes approfondies de l'Inspection générale des finances et des services spécialisés de la Gendarmerie nationale, et avec l'aide experte et précieuse d'un conseil d'administration entièrement renouvelé et appuyé par 4 comités d'audit qui seront incessamment installés, un travail profond de diagnostic, d'évaluation, de rationalisation et de mise à niveau a été accompli depuis le 6 avril, date à laquelle j'ai installé M. Ouenoughi dans sa mission de réformes.» «Les premiers indicateurs du tableau de bord de gestion, du tableau de bord opérationnel et du tableau de bord stratégique qui s'en sont ainsi dégagés, dessinent déjà les contours précis d'une vaste œuvre de restructuration et de redéploiement d'une entreprise qui ne sera plus jamais réduite à la seule gestion de la cagnotte publicitaire», a-t-il expliqué. Il a fait savoir que l'ANEP «ne sera plus jamais une simple centrale d'annonces et une exclusive courroie de distribution de l'argent des annonceurs publics. Une ANEP qui ne dispose pas d'une direction commerciale, qui égare en cours de route des pièces d'administration, et dont un certains nombre de faits de gestion étaient le produit d'injonctions téléphoniques, sans compter une certaine prédilection pour le gré à gré dans la passation de certains marchés». Ainsi, «son redéploiement et son essor relèvent d'une action complexe et durable pour laquelle Larbi Ouenoughi a été choisi. Sa longue expérience de gestionnaire d'entreprises de presse publique, sa carrière de journaliste au long cours, sa réputation d'intégrité et sa forte personnalité ont plaidé pour ce choix», a-t-il soutenu.

T. M. /Ag.

Politique foncière en Afrique

La BAD lance une publication scientifique

Le Centre africain des ressources naturelles de la Banque africaine de développement (BAD) a lancé une publication scientifique pour faire avancer les réformes essentielles de la politique foncière en Afrique «En réponse aux défis à travers l'Afrique concernant la propriété et l'utilisation des terres, le Centre africain des ressources naturelles (ANRC) de la BAD lance une série d'articles pour faciliter le débat politique». Cette publication portant une série d'articles scientifiques vise à «faciliter le débat politique» autour des défis concernant la propriété et l'utilisation des terres en Afrique, explique l'institution financière africaine. Ces articles ont été rédigés par des universitaires internationaux influents dont les recherches et analyses pionnières ont contribué à orienter la politique de réforme agraire en Afrique pendant plus de deux décennies. «Les actions devraient insuffler une nouvelle urgence à la nécessité d'une réforme agraire». Intitulée *«repenser la réforme agraire en Afrique : nouvelles idées, opportunités et défis»*, cette publication fait suite à la Conférence de novembre dernier sur la politique foncière en Afrique, organisée à Abidjan, et le 10e anniversaire de la Déclaration de l'Union africaine sur la terre. Le directeur de l'ANRC et co-auteur de la publication, Cosmas Milton Obote Ochieng a déclaré : «Nous voulons que ce soit le début d'un débat inspirant qui réexamine les hypothèses et perspectives fondamentales qui sous-tendent les politiques de réforme agraire. Nous accueillons favorablement les nouvelles recherches, les articles et le dialogue sur ce sujet important.» «Cette initiative devrait inspirer une percée dans la politique de réforme agraire. Depuis l'indépendance, les gouvernements africains ont du mal à mettre en œuvre des politiques foncières réussies». En outre, il a été relevé que «la dégradation des terres, le manque de technologie et de profondes lacunes dans les ressources et les infrastructures ont entravé la modernisation du secteur agricole essentiel de l'Afrique». Face à cette situation, la BAD souligne à travers cette publication qu'une «réforme efficace du régime foncier pourrait aider de manière décisive à résoudre une gestion efficace des terres qui mène à la transformation économique durable du continent.» «Il y a une marge considérable pour adopter de nouvelles politiques au niveau continental qui permettraient un équilibre inclusif entre les approches coutumières et nouvelles de la propriété et de l'utilisation qui favorisent un plus grand investissement dans l'agriculture.

Mohamed Bouhamidi dans un entretien à l'APS :

«Des ONG internationales tentent d'orienter le Hirak pour aboutir à une situation de chaos en Algérie»

Le Hirak, ce mouvement de contestation populaire pour s'opposer à un 5e mandat de l'ex - Président déchu, et le Hirak «n'existe plus dans son état originel», et certaines ONG internationales tentent d'opposer cette légitimité présumée du Hirak à toute solution politique afin «d'aboutir à une situation de chaos» en Algérie, a averti le professeur de Mohamed Bouhamidi.

Le Hirak originel n'existe plus. Oui, j'affirme», a déclaré le Pr Mohamed Bouhamidi dans un entretien accordé à l'APS. Plus encore, a-t-il affirmé, «le Hirak a muté» du fait que ce mouvement «était fini dès le mois de mai», mais en donnant naissance à «un nouveau fruit, qui est autre chose que lui : l'émergence des couches moyennes dans la vie politique directe». Évoquant le rôle des ONG internationales dans cette seconde vague du Hirak, il a indiqué : «Ces Organisations dont parlent certains médias étrangers et autres ONG internationales, veulent par contre opposer cette légitimité présumée du Hirak afin de perpétuer une non solution politique, maintenir le plus haut niveau possible de tension pour aboutir à une situation de chaos». Il a ainsi insisté sur la nécessité de «dissocier les besoins politiques et culturels de ces manifestants des buts de ceux qui parlent en leur nom». Il a noté toutefois que «ces manifestants ne se laissent pas forcément manipuler», tout en déplorant le fait que «cette situation a mis en crise cet arc de la révolution démocratique».

Des «personnalités», qualifiées de «leaders élus ou spontanés» et qui parlent au nom des manifestants d'aujourd'hui, «ont évalué les manifestants qui occupaient les rues pendant cette période à plusieurs millions de personnes»

«Puis pour se dégager de cette impasse du vendredi ces organisations renforcées par des combinaisons avec le youtubeur Zitout ont projeté la solution du samedi, avec l'obstination à jeter l'Algérie dans le cycle de la stratégie USA-OTAN-Israël de créer le chaos sans fin sur toutes les lignes de fractures possibles ethniques, linguistiques, culturelles, religieuses, ...etc», a-t-il encore souligné. Il a affirmé, dans ce contexte, que les manifestations hebdomadaires (suspendues par précaution contre la propagation du nouveau coronavirus, Ndlr) «étaient très, très loin de regrouper autant de monde» par rapport à la période allant du mois de février au mois de mai 2019. Des «personnalités», qualifiées de «leaders élus ou spontanés» et qui parlent au nom des manifestants d'aujourd'hui, «ont évalué les manifestants qui occupaient les rues durant cette période à plusieurs millions de personnes», a indiqué Mohamed Bouhamidi, ajoutant que ces «leaders» qui sont «confrontés à leurs propres estimations des mois de février/mars 2019, ne peuvent légitimement parler au nom des foules qui les ont laissés dans leur solitude». Après l'élection présidentielle du 12 décembre 2019, «ces mêmes leaders ont appelé à un style d'autocritique, de réévaluation de leurs actions, pour expliquer pourquoi leur mouvement a échoué», a-t-il relevé, soulignant qu'ils (leaders) «désignaient leur échec à réussir un boycott massivement indiscutable» de la Présidentielle.

«Il y a crise quand les gouvernants ne peuvent plus gouverner comme avant et les gouvernés ne veulent plus être gouvernés comme avant»

Affirmant que l'orientation de la mobilisation populaire «a été l'objet d'âpres luttes entre différentes tendances et organisations», Mohamed Bouhamidi date ce qu'il appelle «mutation du Hirak» dès la «confirmation des arrestations de plusieurs dirigeants de l'Etat (Premiers ministres, ministres, généraux, oligarques, hier, seulemen, hyper puissants)» où, selon lui, «la mobilisation populaire a connu une très, très forte décrue». Pour lui «les couches populaires venaient de percevoir clairement ou confusément que venait de se résoudre la moitié de l'équation connue de toute crise politique : + Il y a crise quand les gouvernants ne peuvent plus gouverner comme avant et les gouvernés ne veulent plus être gouvernés comme avant.» «Le mois de mai sera celui de la décantation. Les attaques contre l'Armée nationale populaire ANP sous couvert d'attaque contre le vice-ministre de la Défense, chef d'état-major de l'ANP, le défunt Ahmed Gaïd Salah prouvaient à notre peuple que des divergences profondes existaient en son sein +peuple+ sur le modèle souhaitable de la nouvelle gouvernance», a-t-il souligné. Après les présidentielles, a noté Mohamed Bouhamidi, «la crise politique venait de se résoudre» et «émergeaient alors toutes les autres crises : culturelles, économiques, sociales, linguistiques, voire ethniques, ...etc.».

«On n'administre pas une société comprenant d'importantes couches moyennes instruites comme une société rurale indiquant et que des organisations» dont il ne cite pas directement le nom, «vont tout mettre à leur crédit ces couches qui continuent à manifester en leur empruntant beaucoup de leurs slogans, mais sans jamais leur servir de troupes ni leur transférer leur énergie».

À cet égard, il a tiré cette conclusion : «le Hirak comme forme concrète de cette mobilisation populaire venait de terminer sa tâche historique», estimant, toutefois, que ce Hirak «portait en lui beaucoup plus que la crise politique» et «venait de mettre sur la scène politique des masses considérables». Il a tenu à rappeler que le développement du système éducatif algérien a, «en quelques décennies, produit des millions de diplômés» et que «le nombre des étudiants a atteint aujourd'hui 1 500 000 étudiants,

inclus, selon lui, dans «les couches moyennes de par leur vocation (...)». À ce propos, Mohamed Bouhamidi a indiqué que «ces diplômés trouvaient des formes d'expression et d'affirmation politiques et sociales infiniment plus grandes avant la gouvernance du Président Bouteflika», et que «la fermeture des possibilités de réalisation sociale par la création libre d'associations et d'espaces de discussions et débats a été aggravée par la suprématie dans la vie politique des figures repoussantes et humiliantes pour ces couches moyennes instruites et cultivées d'oligarques frustres et incultes détenant un véritable pouvoir d'État». «Le développement de ces couches moyennes au sein de notre société devait poser problème à un moment ou un autre. On n'administre pas une société comprenant d'importantes couches moyennes instruites comme une société rurale», a relevé Mohamed Bouhamidi, indiquant que des «organisations» dont il ne cite pas directement le nom, «vont tout mettre à leur crédit ces couches qui continuent à manifester en leur empruntant beaucoup de leurs slogans, mais sans jamais leur servir de troupes ni leur transférer leur énergie. En réalité, elles ne leur empruntent pas leurs slogans, mais les empruntent à l'air du temps, aux représentations et au langage des médias mondialement dominants.»

«La voix la plus forte était celle de la libération du pays, du peuple et de la société de la mainmise de la caste oligarchique (3issaba), de ses groupes constitutifs qui défilent aujourd'hui devant les tribunaux et de leurs sponsors étrangers, l'État néocolonial français»

«C'est parce qu'elles empruntent ces formulations et ces idées qu'elles n'arrivent pas à élaborer leurs propres programmes politiques», a-t-il argué, soulignant que : «Parler encore de Hirak, aujourd'hui, est bien un abus de langage envers ces couches moyennes et ces organisations colorées ...». Pour lui, «les deux ont besoin de se dire Hirak pour se réclamer en fait du Hirak, c'est-à-dire d'une légitimité populaire qu'ils peuvent opposer à la légalité de l'élection présidentielle. Mais, selon lui, les couches moyennes veulent d'abord garantir leurs droits à une vie politique libre. Elles veulent une démocratie qui est synonyme de vertu dans laquelle le savant est supérieur au marchand». Dans le même ordre d'idées, il a ajouté : que «les couches moyennes, savent d'instinct qu'elles ne sont pas des classes fondamentales. Se présenter comme Hirak, leur permet de parler au nom du peuple de février/mars/avril, c'est-à-dire de défendre les intérêts de la société entière et non ses intérêts égoïstes. Il a estime, ainsi, que «sans cette espèce de ruse ces couches moyennes ne seraient apparues que comme des couches égoïstes, juste avides pour plus d'ascenseur social». Plus explicite, Mohamed Bouhamidi a affirmé : «ces aspects quantitatifs et de +management politique+ des foules sans y paraître ne sont pas mes seules raisons. Jusqu'à fin avril-début mai, +les cohortes+ les plus nombreuses des manifestants et les plus populaires avaient étouffé les slogans de démocratie abstraite». Et d'ajouter : «la voix la plus forte était celle de la libération du pays, du peuple et de la société de la mainmise de la caste oligarchique (3issaba), de ses groupes constitutifs qui défilent aujourd'hui devant les tribunaux et de leurs sponsors étrangers, l'État néocolonial français. Après le retrait des couches populaires, c'est la domination de la voix qui réclame les Droits de l'Homme isolé et libéré de la société, exemptée du destin commun.»

Synthèse M. T. / Ag.

L'Universitaire Maougal met en garde contre des tentatives d'infiltration du Hirak

L'universitaire algérien, Mohamed Lakhdar Maougal, a mis en garde, dans une émission diffusée, lundi soir, sur Canal Algérie, contre des tentatives d'infiltration du Hirak populaire, notamment de la part de personnes malintentionnées et d'organisations non gouvernementales (ONG), afin de porter atteinte à la sécurité du pays. Partant de son expérience personnelle, le Professeur à l'université Mohamed Lakhdar Maougal a révélé, lors d'une émission sur la Chaîne de la Télévision publique, l'existence de velléités d'infiltrer le Hirak. Ainsi, il a affirmé avoir été approché par des personnes étrangères, dans ce sens, qualifiant cet acte de «cas concret de prise de contact».

«Je n'ai jamais évoqué cela (prise de contact) et c'est l'occasion d'en parler», a commencé d'emblée Mohamed Lakhdar Maougal, également, Professeur à l'École supérieure de journalisme, lors de cette émission consacrée au Hirak populaire. Il a ainsi raconté avoir été contacté un certain «Jeudi 27» par téléphone par une personne qu'il ne connaissait pas et qui souhaitait le voir. Mohamed Lakhdar Maougal a expliqué que cet individu qui ne voulait pas divulguer son nom, lui a signifié le connaître parfaitement et qu'il était impressionné par ses écrits et ses interventions dans les médias. Rendez-vous pris à la place Maurice-Audin d'Alger) à 10h, il a expliqué que deux jeunes hommes étaient venus à sa rencontre. L'un des deux se présente en tant que franco-algérien et l'autre un Français, les deux travaillant pour une association caritative qui s'occupe des femmes. «Le Franco-Algérien a expliqué être en mission en Algérie pour réaliser un reportage sur un groupe de femmes vivant dans des conditions lamentables à Chéraga (Alger-Ouest)», a-t-il dit, ajoutant que, «face à sa détermination de connaître le but exacte de la rencontre, cette personne a indiqué vouloir avoir une discussion avec lui afin qu'il les «accompagne dans le Hirak». «Je leur ai dit : «je ne suis pas un guide touristique. Qu'est-ce que vous voulez au juste», a-t-il insisté. «Les deux personnes ont indiqué qu'ils voulaient s'informer sur le Hirak», a-t-il ajouté, tout en confiant leur avoir rétorqué qu'il n'avait rien à leur dire. «C'est un cas concret de prise de contact et je ne pense pas être le seul. J'en suis sûr et je le dit dans l'espoir que des gens qui ont connu la même expérience en parlent», a conclu Mohamed Lakhdar Maougal.

N. I.

Covid-19

L'OIT prévient contre des ségrégations à l'égard des seniors

L'Organisation internationale du Travail (OIT) a mis en garde contre d'éventuelles discriminations à l'emploi à l'égard des travailleurs âgés en raison de leur vulnérabilité perçue aux effets du virus Covid-19.

«Les travailleurs âgés sont une ressource précieuse pour les entreprises, pourtant l'histoire récente a montré que beaucoup d'entre eux risquent de perdre leur emploi, en raison de la crise et de la récession», a fait constater un article de l'OIT publié sur son site web. «À l'heure où les économies réduisent les restrictions imposées aux entreprises, de nombreux travailleurs vont être rappelés au travail, mais il est possible qu'on demande à ceux dont la santé est considérée comme plus à risque de rester chez eux plus longtemps, voire de ne jamais revenir», a prévenu Carla Henry, spécialiste technique principale du Département Recherche de L'OIT. «L'histoire récente suggère que les travailleurs âgés sont plus défavorisés dans les contextes de crise et de récession», a fait savoir la même source. Elle a cité la période qui a suivi la grande récession de 2007 à 2009 où les taux de chômage des travailleurs âgés et des jeunes ont très fortement augmenté. «Beaucoup d'entre eux ont perdu leur emploi stable et se sont retrouvés dans des situations de travail plus précaires, avec une baisse de leurs revenus. Cependant, les travailleurs âgés ont mis plus de temps avant de retrouver un travail», a-t-elle argué. Certains ont choisi de sortir complètement du marché du travail et ont arrêté de chercher un emploi. D'autres ont accepté des emplois informels plus précaires. Cela a eu des conséquences à long terme, comme une baisse de leur épargne, du montant de leurs pensions et de leur qualité de vie, avec l'obligation de travailler plus longtemps qu'ils ne l'avaient prévu. «Il semble aujourd'hui que les effets sur l'emploi de la pandémie seront encore plus graves, ce qui suggère que les travailleurs âgés seront une nouvelle fois durement touchés», prévoit l'article.

Une aide qui n'a rien à voir avec la compassion

L'auteur du document estime qu'aider les travailleurs âgés à garder leur emploi n'avait rien à voir avec la compassion. «Il s'agit de ne pas gâcher des ressources précieuses et aussi de protéger ces travailleurs de la discrimination au travail». Dans le contexte de la crise liée au Covid-19, l'article propose aux pays de prendre les devants et fournir des congés de maladie, des congés payés pour raisons familiales, et une assurance santé dans le cadre de programmes publics, au lieu de laisser cela à la discrétion des employeurs. Pour bénéficier de la valeur que peuvent apporter les travailleurs âgés à la main-d'œuvre, les entreprises vont également devoir repenser leurs engagements vis-à-vis des horaires flexibles et des programmes de reconversion, a-t-elle encore recommandé. Par ailleurs, elle estime qu'il sera moins coûteux pour les gouvernements de maintenir les travailleurs âgés dans l'emploi plutôt que d'avoir à les aider à trouver un nouvel emploi. «Ils devront mettre en place des mesures incitatives supplémentaires pour les maintenir dans leur emploi ou instaurer des exemptions du paiement des cotisations de retraite durant la quarantaine», a-t-elle préconisé, en précisant que les gouvernements pourraient également encourager la formation technique et le soutien au télétravail.

Concernant les personnes âgées qui sont dans l'économie informelle, l'auteur de l'article estime qu'il serait peut être efficace de mettre en place des programmes d'aide à court terme aux petites entreprises ciblant la préservation des emplois, notamment pour les travailleurs indépendants âgés. L'aide peut aussi revêtir la forme de transferts monétaires vers les travailleurs informels temporairement sans travail. «Il faudra aussi repenser notre concept de l'éducation, pour mettre davantage l'accent sur l'apprentissage tout au long de la vie», souligne la même source. Elle explique dans ce sens que les travailleurs âgés qui perdent leur emploi devront développer de nouvelles compétences pour être concurrentiels sur un marché du travail plus étroit. «L'extension de l'assurance chômage couplée au financement de programmes de formation à court terme peut aider les chômeurs à trouver un nouvel emploi», a-t-elle fait valoir, en proposant aux gouvernements et aux employeurs de subventionner la formation dans l'emploi. Le document de l'OIT conclut enfin que les travailleurs âgés ont accumulé une longue expérience de compétences et de connaissances. «Quand le monde va retourner au travail dans le cadre du Covid-19, ne perdons pas de vue l'importance de leur valeur ajoutée pour les employeurs et pour l'économie», conclut l'auteur de l'article.

Covid-19

Les capitaux des plus riches de la planète ont enregistré une hausse de 225 milliards de dollars

Alors que de nombreuses entreprises ont interrompu leurs activités durant la pandémie et les mesures de quarantaine imposées par l'épidémie de coronavirus, les fortunes des plus riches de la planète ont enregistré une hausse de 225 milliards de dollars (206 milliards d'euros), relate *Forbes*. Les plus riches de la planète sont devenus encore plus riches en seulement deux mois en pleine pandémie, fait savoir *Forbes*. La fortune totale des 25 personnes les plus aisées a augmenté de 255 milliards de dollars (206 milliards d'euros).

En conséquence, la valeur totale des actifs des 25 milliardaires sur la liste *Forbes* a atteint près de 1.500 milliards de dollars (1.376 milliards d'euros). Cette période réussit à Mark Zuckerberg, le fondateur de Facebook, grâce à l'appréciation des actions de son entreprise. La fortune du milliardaire est passée de 31 milliards de dollars (28 milliards d'euros) à 86,5 milliards de dollars (79 milliards d'euros), d'après *Forbes*. Il arrive ainsi à la quatrième place de la liste des personnes les plus riches du monde. En avril dernier, le directeur de Facebook figurait sur la septième ligne.

Le fondateur d'Amazon, Jeff Bezos, qui est la personne la plus riche de la planète, a gagné 29,9 milliards de dollars (28 milliards d'euros) au cours des deux derniers mois. Sa fortune totale est passée à 146,9 milliards de dollars (134 milliards d'euros).

Bill Gates, le fondateur de Microsoft, a vu sa fortune augmenter de 11,9 milliards de dollars (10 milliards d'euros) et a désormais 106,5 milliards de dollars (97 milliards d'euros). Parmi les personnes les plus riches dont les fortunes ont augmenté en deux mois il y a aussi le PDG du groupe français LVMH Bernard Arnault, l'investisseur Warren Buffett, l'un des fondateurs d'Oracle Larry Allison, l'ex-dirigeant de Microsoft Steve Balmer, ainsi que l'un des fondateurs de Google Larry Page.t

M. S.

Pour rapatrier ses ressortissants

Paris augmente vols et liaisons maritimes vers le Maroc et l'Algérie

Assailli de questions sur la situation des Français bloqués au Maghreb, en l'occurrence en Algérie et au Maroc, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a fait part des «difficultés», mais aussi, présenté les réglementations très strictes qui compliquent les rapatriements depuis ces pays. Depuis la mi-mars, 186 000 ressortissants français, touristes ou voyageurs en déplacement à travers le monde pour raisons familiales ou professionnelles, ont été rapatriés en France. La France va mettre en place trois vols quotidiens vers Alger et un «pont maritime» avec le Maroc afin de rapatrier ses ressortissants toujours bloqués par la pandémie de Covid-19, a annoncé, mardi, le ministre français des Affaires étrangères. «Nous allons mettre en œuvre trois vols quotidiens sur Alger à partir d'aujourd'hui (..). Ce qui va permettre le triplement des capacités aériennes», a déclaré Jean-Yves Le Drian. Seuls sept vols hebdomadaire relient actuellement Alger à Paris.

Les pays d'Afrique du Nord, destination prisée des touristes français et de nombreux binationaux, ont fermé leur espace aérien depuis la mi-mars. Des milliers de ressortissants français sont ainsi toujours bloqués en dépit des vols spéciaux déjà affrétés. Concernant le Maroc, «nous allons organiser, pour les camping-caristes en particulier, mais pas uniquement pour eux, une dizaine de liaisons maritimes dans les quinze prochains jours, a-t-il ajouté en évoquant un «véritable pont maritime». Un bateau partira mardi vers Sète, un autre mercredi vers Marseille, deux ports français sur la façade méditerranéenne, a-t-il précisé.

200 vols spéciaux ont permis le rapatriement de 30 000 Français du Maroc

Des traversées sont aussi prévues «la semaine prochaine» vers Malaga (Espagne), Sète et Marseille. Depuis Malaga, les camping-caristes seront autorisés par les autorités espagnoles à rentrer en France «s'ils restent sur l'autoroute», a ajouté le ministre. Assailli de questions sur la situation des Français bloqués en Algérie et au Maroc, Jean-Yves Le Drian a concédé des «difficultés», mais, a aussi, pointé les réglementations très strictes qui compliquent les rapatriements depuis ces pays. «Je comprends leurs frustrations, qu'ils comprennent aussi les difficultés auxquelles nous sommes confrontés. Nous faisons le mieux possible, mais ce n'est pas toujours simple», a-t-il plaidé. Depuis la mi-mars, 200 vols spéciaux ont permis le rapatriement de 30 000 Français du Maroc, soit «beaucoup, beaucoup plus» que les dispositifs mis en place par d'autres pays européens comme l'Allemagne ou le Royaume-Uni», a assuré Jean-Yves Le Drian.

Y. S.

Il appelle à la moralisation de l'acte commercial

Zebdi : «Le prix des masques ne doit pas dépasser 15 DA l'unité»

Mustapha Zebdi, président de l'Organisation algérienne de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (Apoce), a affirmé hier la nécessité de réguler le comportement des consommateurs dans cette conjoncture de pandémie de coronavirus que traverse le pays d'où il fallait, à ses yeux, faire preuve de responsabilité pour préserver la santé des uns et des autres.

«Le port du masque est désormais obligatoire et rien ne saurait justifier le refus de le porter», a déclaré Mustapha Zebdi au micro de la Chaîne I de la Radio nationale, ajoutant que «faute de masques chirurgicaux, le citoyen doit se protéger en utilisant un morceau de tissu».Quant aux prix appliqués, dont bon nombre de citoyens s'y plaignent, le président de l'Apoce a estimé qu'il ne doit pas dépasser les 15 DA, et non 100 DA, comme c'est le cas actuellement, insistant également à ce qu'ils soient vendus en pharmacie pour garantir une bonne qualité.

À ce propos, il a fait savoir que son organisation avait demandé à ce que le port du masque soit obligatoire, et ce, en faveur d'un sondage réalisé dont 80% des personnes sondées y étaient favorables. Par ailleurs, l'invité de la Radio nationale a appelé à la moralisation de l'acte commercial à travers la promulgation des textes afin de barrer la route à toute tentative de fraude ou de spéculation.

Moussa O.

Commerce

Permanence respectée à 99,44% par les commerçants durant les deux jours de l'Aïd El Fitr

Le programme de la permanence durant les deux jours de l'Aïd El Fitr a été respecté à 99,44 % par les commerçants réquisitionnés à travers le territoire national, a appris l'APS lundi auprès du ministère du Commerce. Le deuxième jour de l'Aïd a enregistré une couverture de 99,45% contre 99,44% au premier jour. Selon la même source, «le taux de suivi du programme de permanence au deuxième jour de l'Aïd était très élevé, en dépit de la situation sanitaire que connaît le pays et des mesures rigoureuses de confinement imposées, dont la suspension du trafic routier pour tout type de véhicule».Les taux de suivi sont répartis comme suit : 99,50% au niveau de la Direction régionale (DR) d'Alger, 100% au niveau de la DR de Annaba, 100% au niveau de la DR de Ouargla, 95,74% au niveau de la DR de Béchar et 99,93% à la DR de Blida. Ce taux a, également, atteint 100% au niveau des DR des wilayas de Batna et Oran, alors qu'il était de 99,97% à Saïda et 99,98 à la DR de Sétif. Dans son communiqué, le ministère du Commerce a salué l'ensemble des commerçants, ceux réquisitionnés et d'autres qui n'étaient pas concernés par la permanence, les remerciant d'avoir assuré le service public au profit des citoyens, notamment en cette période de crise sanitaire. Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, avait annoncé, jeudi dernier, la réquisition de près de 43 000 commerçants pour assurer la permanence les deux jours de l'Aïd avec obligation de respecter les mesures de confinement imposées dernièrement par le gouvernement. Lors d'une réunion au siège du ministère du Commerce à Alger, le ministre avait déclaré que les horaires de la permanence seraient cette année de 7h jusqu'à 13h, en raison du confinement imposé dans toutes les willayas du pays.

Houda H.

Pétrole

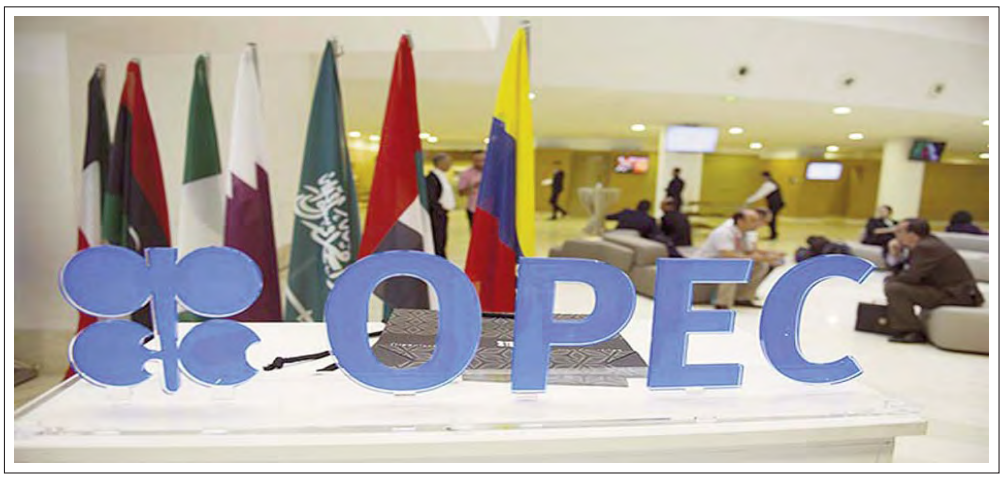
Le Brent dépasse les 36 dollars à Londres

Les prix du pétrole poursuivaient leur progression hier après avoir connu un bref accès de faiblesse vendredi. Pour le baril de Brent de la mer du Nord, pour la livraison en juillet valait 36,40 dollars à Londres, en hausse de 2,45% par rapport à la clôture de lundi, intervenue plus tôt en raison d'un jour férié au Royaume-Uni et aux Etats-Unis. À New York, le baril américain de WTI pour juillet prenait de son côté 3,73% à 34,49 dollars. «L'humeur positive observée sur les marchés boursiers tire le pétrole vers le haut», a observé Carlo Alberto De Casa, analyste. Selon lui, «le prix actuel semble refléter le fait que les marchés considèrent le risque d'une deuxième vague comme relativement faible, ou du moins les investisseurs parient que cela ne générera pas de nouvelles fermetures et de verrouillage». La poursuite du déconfinement en Europe, sans rebond du nombre de malades observé pour le moment, et les nouveaux essais lancés par une biotech américaine pour trouver un vaccin ont permis à l'optimisme de gagner les marchés. En outre, «les problèmes du secteur du pétrole de schiste américain soutiennent les prix», a souligné Eugen Weinberg, analyste. Citant une étude de Rystad Energy, il explique que jusqu'à 250 entreprises du secteur pourraient devenir insolvables d'ici à 2021 si les cours ne remontent pas. Malgré la hausse observée ces dernières semaines, les prix du pétrole restent bien en dessous de leurs niveaux de début mars, avant que la pandémie de Covid-19 ne frappe de plein fouet le monde entier et ne conduise à un effondrement des cours. En avril, le WTI a même brièvement évolué en territoire négatif pour la première fois de son histoire. Enfin, plusieurs observateurs citaient les efforts de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et de leurs alliés comme facteur de soutien aux prix.

N. I.

Pour stabiliser le marché mondial

L'Opep et la Chine s'engagent à travailler ensemble



L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et la Chine se sont engagées à travailler ensemble pour aider à stabiliser le marché mondial du pétrole, Cet engagement a été affirmé dans une déclaration conjointe suite à une réunion à distance regroupant récemment le secrétaire général de l'Opep, Mohammad Sanusi Barkindo, et une délégation chinoise conduite par le responsable de l'Administration nationale de l'énergie de la Chine, Zhang Jianhua.La réunion a examiné l'impact de la pandémie de Covid-19 sur l'économie mondiale et le marché pétrolier, ainsi que le marché intérieur du pétrole chinois, le processus de rééquilibrage de l'offre et de la demande de pétrole, et les solutions et l'optimisation du système commercial pétrolier et gazier en Chine, précise l'OPEP. Elle est également parvenue à un «consensus sur l'importance de la sécurité énergétique et du maintien de la stabilité sur les marchés de l'énergie, le renforcement de la collaboration entre l'OPEP et la Chine, ainsi que le soutien et la promotion de l'importance unique du multilatéralisme et de la mondialisation». «La pandémie a fourni l'occasion de renforcer davantage cette relation (Chine et OPEP) et a prouvé que les forces de la mondialisation sont irréversibles», a déclaré M. Barkindo. Il a salué la gestion et le confinement appliqué par la Chine face à la pandémie du Covid-19, déclarant qu'elle a sauvé des millions de vies et a donné l'exemple au reste du monde, qui se tourne maintenant vers la Chine pour obtenir des conseils. Le SG de l'OPEP a évoqué les récentes décisions prises par les participants à la Déclaration de coopération lors des 9e et 10e réunions ministérielles extraordinaires de l'OPEP et non-OPEP tenues les 9-10 et 12 avril 2020, respectivement, d'ajuster la production globale de pétrole brut de 9,7 mb / j pour mai et juin 2020, du 1er juillet 2020 au 31 décembre 2020 de 7,7 mb / j, et du 1er janvier 2021 au 30 avril 2022 de 5,8 mb / j. Pour sa part, M. Zhang a déclaré que la réunion du webinaire survient à un moment crucial, lorsque le monde est en proie à la pandémie du Covid-19. Cependant, il a déclaré que «la Chine était déjà sur la voie de la reprise. Le pays espère retrouver rapidement ses anciennes habitudes de consommation d'énergie, ce qui devrait aider à soutenir l'industrie pétrolière».Il a ajouté que son pays souhaitait travailler en étroite collaboration avec l'OPEP pour stabiliser l'industrie pétrolière mondiale, assurer la sécurité énergétique future du monde et faciliter la transition énergétique. Après avoir remercié le SG de l'OPEP pour le soutien de l'Organisation à la Chine dans la lutte contre le Covid-19, il a souligné que la pandémie apportait des changements sans précédent à l'industrie pétrolière et gazière. Il a, dans ce cadre, estimé que «la décision historique de l'OPEP et des pays non-membres de l'OPEP dans la Déclaration de coopération sur les ajustements de la production jouera un rôle positif dans la stabilisation du marché pétrolier». La Chine et l'OPEP partagent une grande complémentarité, a poursuivi M. Zhang, car les pays membres de l'OPEP sont les plus grands exportateurs de pétrole vers la Chine et la Chine le plus grand importateur mondial de pétrole. Selon lui, «les deux parties devraient travailler ensemble aujourd'hui et demain pour approfondir leur dialogue», ajoutant qu'une collaboration étroite n'est pas seulement essentielle pour les intérêts des deux, mais aussi pour l'économie mondiale. Dans ce cadre, le responsable chinois a clarifié trois éléments qui aideraient l'économie mondiale à reprendre le chemin après le Covid-19. Il s'agit d'optimiser le système commercial pour consolider et développer le commerce du pétrole, améliorer la communication pour maintenir la stabilité du marché de l'énergie, et renforcer la coopération pragmatique pour étendre la chaîne industrielle, y compris les produits pétroliers, le stockage et le transport. Cette rencontre à distance entre les deux parties était la 11e d'une série de séances d'information du Secrétariat de l'OPEP avec les principales parties prenantes centrées sur les impacts liés au Covid-19 sur l'économie mondiale et le marché pétrolier. M. Barkindo et M. Zhang se sont rencontrés pour la dernière fois en octobre 2019 lors de la 3e réunion de haut niveau du dialogue énergétique OPEP-Chine, qui s'est tenue au siège de l'OPEP à Vienne. Cette réunion a jeté des bases solides pour une future coopération et les participants ont été enthousiasmés par l'approfondissement du dialogue entre l'OPEP et la Chine

Tizi-Ouzou : Covid-19

Zéro nouveaux cas, ces derniers jours, toutefois la vigilance reste de mise

Aucun nouveau cas d'atteinte de covid-19 n'a été enregistré à Tizi-Ouzou depuis quelques jours laissant ainsi présager un recul de la pandémie dans cette wilaya où des appels à la vigilance et au respect des mesures barrières se multiplient.

Une situation d'accalmie est enregistrée au niveau de cette wilaya depuis le 17 mai dernier où les cas de contamination affichent une courbe descendante, selon les statistiques communiquées quotidiennement par les services de la santé. Depuis cette date (17 mai), les structures de santé ont reçu en tout 6 cas positifs, soit deux sont de la wilaya de Tizi-Ouzou, 3 de Tipasa admis au CHU Nedir- Mohamed et un de Béjaïa hospitalisé à Bouzguène, alors que depuis le 20 du même mois aucun nouveau cas n'a été signalé. Les professionnels de la santé qui relèvent qu'une quarantaine de cas suspects (sujets contacts) sont en attente des résultats de leurs prélèvements, ne crient pas encore victoire et appellent les citoyens à ne pas baisser la vigilance et à continuer à observer les mesures barrières contre la propagation du Covid-19, notamment par le port de bavettes, la distanciation sociale et l'hygiène.

Le wali de Tizi-Ouzou, Mahmoud Djamaâ, qui préside la commission de veille et de suivi de la pandémie à lui aussi appelé à la «prudence» lors du lancement, vendredi dernier, de l'opération de distribution de 208 000 bavettes aux habitants de la wilaya. M. Djamaâ qui a commenté la situation de la pandémie au niveau local a observé qu'«on ne sait pas quand cette crise sanitaire va s'estomper». Selon lui, «si la situation se stabilise, le risque viendrait des porteurs sains.

Quelque soit le nombre de cas déclaré, il n'est pas réel vu qu'il y a des porteurs sains asymptomatiques, il y a donc lieu de rester sur ses gardes, d'être prudent et de ne pas abandonner les gestes barrières», a-t-il insisté. Le Dr Ahmed Djadjoua du CHU de Tizi-Ouzou a observé dans une publication sur son compte Facebook, qu'«actuellement dans la wilaya de Tizi-Ouzou, le virus ne circule plus activement et même, pas du tout. Les nouveaux cas, sont plutôt des cas importés (personnes travaillant dans d'autres régions, venant rendre visite à leur familles), ces foyers doivent être identifiés et maîtrisés rapidemen». Ce même médecin a observé que : «le virus, quant à lui, sera toujours là, tant qu'il n'est pas éradiqué dans le monde entier, de ce fait la cohabitation est inévitable.

A nous d'adapter notre mode de vie à tous les niveaux pour le respect de la distanciation sociale, des mesures barrières et le port de masques», car, a-t-il ajouté : «la lutte contre la pandémie n'est pas finie», insistant sur le respect des gestes barrières.»

On doit apprendre à vivre avec ce virus, adoptons nos habitudes et comportements à cette situation», a-t-il dit.

Kahina Tasseda / Ag.

• Mise en place d'une ferme pédagogique pour handicapés mentaux à Tadmaït

Une ferme pédagogique pour inadaptés mentaux sera mise en place prochainement au niveau du centre psychopédagogique de la commune de Tadmaït (17 km à l'ouest de Tizi-Ouzou), a-t-on appris du directeur local de l'action sociale et de la solidarité (DASS) Mehani Achour. Cette ferme qui vise la réinsertion des inadaptés mentaux pris en charge au niveau de cet établissement sera ouverte dès la fin du confinement, vu que sa mise en place qui sera effectuée en collaboration avec la direction locale des services agricoles (DSA) de la Caisse régionale de la mutualité agricole (CRMA) et de la Chambre d'agriculture de wilaya (CAW), ne nécessite pas la mobilisation de moyens importants, a indiqué le même responsable. Des ateliers d'élevage de lapins seront réalisés dans le cadre de l'installation de cette ferme pédagogique au profit des enfants du centre. «L'ergothérapie est un des leviers de la participation sociale des personnes en situation de handicap et contribue à la rééducation, la réadaptation et la réinsertion des inadaptés mentaux», a observé Mehani Achour. La CRMA de Tizi-Ouzou a déjà acheté les clapiers, alors que des cuniciculteurs de la wilaya, membres de la CAW, se sont engagés à fournir les lapins nécessaires pour lancer l'activité de la ferme, a-t-on appris des responsables de ces deux institutions. D'autres activités de petit-élevage (chevreaux, poules), peuvent être développées si la direction du Centre psychopédagogique de Tadmaït le souhaite, a indiqué le président de la CAW Hamid Saïdani qui a observé que les éleveurs de la wilaya sont prêts à contribuer à ce type d'action et à son élargissement à d'autres établissements similaires.

K. T.

Aïn Defla

Visite d'une équipe médicale chinoise spécialisée dans la prise en charge du coronavirus

Une équipe médicale chinoise de la province de Wuhan a rendu visite lundi à l'établissement public hospitalier (EPH) d'Aïn Defla dans le cadre de la coopération dans le domaine de la santé entre les deux pays. Composé de 4 professeurs en infectiologie, réanimation, épidémiologie et pneumologie en sus de l'infirmière en chef de l'hôpital de Wuhan, cette équipe médicale à présenté un exposé exhaustif sur les méthodes de la prise en charge des malades atteints du Covid-19, a précisé Bouabdellah Habbiche. Au cours de leur visite au niveau du service d'isolement de l'hôpital, les médecins chinois ont longuement discuté avec leurs homologues algériens, évoquant même l'éventualité d' un voyage de ces derniers vers la Chine en vue de voir de plus près ce qui se fait à l'hôpital de Wuhan en matière de prise en charge des malades atteints du Covid-19.» Premier foyer du Covid-19, la Chine a, à la faveur de colossaux efforts, réussi à contenir la progression de l'épidémie», a-t-il rappelé, observant que l'expertise des professionnels de la santé de ce pays est «très sollicitée» par les pays touchés. De son côté, le directeur de la santé et de la population (DSP) de Aïn Defla, Zoheir Hadj Sadok, a fait part de la disponibilité des moyens humains et matériels utilisés dans la lutte contre coronavirus. «Nous sommes bien loin du début de la pandémie où nos médecins manquaient même de bavettes, une situation qui a influé négativement sur leur travail», a-t-il rappelé, signalant que le personnel médical disposant des moyens de protection et des médicaments nécessaires à la lutte contre le coronavirus «fait désormais preuve de disponibilité et d'abnégation».

(APS)

L'Aïd El Fitr à Tipasa à l'ère du coronavirus

Une fête sous le signe de la coexistence tranquille

Au 2e jour de la fête de l'Aïd El Fitr, le calme plat a régné en maître-mot dans différentes régions de la wilaya de Tipasa, dont les habitants semblent avoir trouvé une formule de coexistence tranquille avec la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) à l'image des groupes d'enfants s'adonnant çà et là à leurs jeux insouciants dans nombre de quartiers. Ainsi en est-il dans la ville de Cherchell, et d'autres régions de la wilaya, où une forte animation constatée le 1er jour de l'Aïd El Fitr durant lequel des familles ont tenu à marquer l'occasion en investissant les rues tout en respectant les mesures barrières contre le virus, notamment le port de bavettes de différentes couleurs et formes, a cédé la place, au deuxième jour de cette fête religieuse, à un « calme quasi olympien» perturbé, par moments, par des jeux et cris joyeux d'enfants. Toutes les rues étaient désertes au niveau de nombreux quartiers de la vieille ville de Cherchell, en partant de la cité «El Maham» à l'ouest, jusqu'à Guaid Youcef et Tirizine, exception faite de la présence de groupes d'enfants et de patrouilles de la police, passant de temps à autre. Le même calme plat était également palpable à la place publique du centre-ville, classée monument national protégé. Une place avec vue sur le port de pêche habituellement grouillant de monde, durant les périodes de fêtes, mais quasi déserte en cette journée. Néanmoins, dans cet espace désertique, l'on relève la présence d'un habitué des lieux, «Ami Mouh», un sexagénaire retraité assis sur un banc qui, comme à son habitude, est entrain de nourrir les pigeons. «C'est ma façon à moi de célébrer l'Aïd. Je profite de la tranquillité et je refuse que ce virus m'impose sa loi», a indiqué Ami Mouh estimant que «c'est plutôt au monde d'imposer sa loi à ce virus». Le sexagénaire, qui a affirmé respecter les mesures barrières préconisées par les autorités sanitaires, car il «tient à la vie», a souligné l'importance de ces «moments de paix et de tranquillité avec les pigeons. Je n'abandonnerai cette habitude pour rien au monde», a-t-il assuré. Dans le quartier populaire El Maham (sortie-ouest de la ville), des groupes de pères de familles accompagnent des enfants exhibant leurs belles tenues de l'Aïd. «En dépit de la pandémie, nous tenons à célébrer l'Aïd. Cohabiter avec le virus est désormais une nécessité», a soutenu Mouloud. Comme pour expliquer sa présence, sur place. Ajoutant qu'après deux mois de confinement, «l'Aïd El Fitr est une occasion pour les familles pour les familles de déstresser et surtout égayer les enfants, tout en respectant les règles de prévention et de distanciation sociale, notamment», a-t-il souligné. Sur un «éventuel relâchement de vigilance après ce temps de confinement», un citoyen, M. Mouloud, a assuré à l'APS que «c'est plutôt le contraire. Nous nous sommes adaptés à la situation, car la vie ne peut pas s'arrêter», estimant que les instructions du corps médical et des experts pour éviter ce virus «sont très claires. Il suffit juste de se conformer au port de la bavette et à la distanciation sociale, ce n'est pas si difficile que ça», a-t-il soutenu. Mouloud a affirmé s'être préparé, à l'avance, pour l'Aïd El Fitr, en faisant «notamment l'acquisition de bavettes et en sensibilisant mes enfants sur l'importance de leur port». Assurant, en outre, que son sens de responsabilité lui a dicté d'aller voir sa mère tout seul le jour de l'Aïd, «tout en se tenant à distance d'elle, ce qui était vraiment triste», a-t-il déploré.

Etablissement hospitalier universitaire d'Oran

Réduction des services chargés du covid-19

L'Etablissement hospitalier universitaire 1er-Novembre d'Oran a procédé à la réduction des services prenant en charge les malades du Covid-19 de 10 à 5 en application d'une instruction ministérielle fixant les mesures de prise en charge et de traitement des malades du covid-19, indique-t-on dans un communiqué émanant de la cellule de communication de cet établissement hospitalier.

L'EHU d'Oran a gardé seulement les services de l'ORL, de chirurgie stomatologie, de réanimation et des maladies respiratoires, de médecine interne, de gynécologie obstétrique pour le Covid-19, précise la même source, soulignant que cette procédure fait suite à une instruction ministérielle fixant les mesures thérapeutiques et hospitalières de prise en charge de la pandémie et stipulant la libération des malades dont l'état de santé a connu une amélioration ou une stabilité après le dixième jour de traitement au protocole de la chloroquine et ne présentant pas de symptômes de la maladie. Le communiqué ajoute que cette catégorie de malades est tenue au confinement à domicile et à la poursuite du traitement durant 14 jours avec le port obligatoire du masque, en plus d'examens pour s'assurer de leur guérison, ajoutant que cette mesure permet de libérer des lits et de prendre en charge d'autres malades. Le professeur Lellou, responsable du centre covid-19 à l'Etablissement hospitalier universitaire d'Oran, fait savoir que le nombre de porteurs de virus a atteint, depuis la déclaration de la pandémie, 265 cas confirmés par les laboratoires et 100 diagnostiqués à l'aide de scanner dont 120 guérisons. Le même responsable a affirmé que deux cas confirmés ont été enregistrés durant l'Aïd au niveau de l'EHU, insistant sur la prudence qui est mère de sûreté et le respect des mesures de prévention essentielles contre le Covid-19.

Lehouari K.

• Un Aïd sur les plages en dépit du confinement

Les plages jalonnant la contrée d'Aïn El Turck ont constitué l'endroit idéal pour des moments d'évasion pour nombre d'estivants précoces durant ce long week-end, prolongé par le férié du rituel de la fin d'un pénible et sans saveur mois de jeûne. « Aussi loin que remontent mes souvenirs, je n'ai jamais passé un mois sacré aussi fade. L'angoisse et l'expectative enfantées par la pandémie du Covid-19, majorées avec le carême, ont donné naissance à une atmosphère délétère. J'ai profité de ce week-end ensoleillé pour aller à la plage, en guise de cure de décrassage des idées noires accumulées au cours de ces trois derniers mois » a commenté avec une humeur bilieuse un père de famille, qui s'est installé avec ses deux enfants pour une demi-journée sur une plage du chef-lieu de la daïra d'Aïn El Turck. Les témoignages similaires glanés sur les lieux par *Le Quotidien d'Oran*, ont fait ressortir que l'air ne fait plus la chanson sur les plages où un certain scepticisme semblait, en toute vraisemblance, planer sur une ambiance conviviale estropiée par la crise sanitaire. «Nous étouffions et il nous importait de respirer un peu d'air iodé. La baignade et tous les plaisirs que procure la mer, représentent en quelque sorte un aranteloir pour gommer les traces indésirables du confinement, notamment pour nous autres, disposant comme demeure permanente une habitation précaire dépourvue d'aération et rongée par l'humidité» ont invoqué, avec un mélange d'amertume et de sarcasme, un groupe de riverains de la localité de Bouisseville, installés sur une plage de leur lieu de résidence, autour d'un plateau portant un thermos de café et des gâteaux traditionnels. L'eau quelque peu froide n'a pas pour autant annihiler les ardeurs de certains, qui n'ont pu résister à faire trempette. La tentation était trop forte. «C'est surtout pour nous purifier et chasser de nos esprits le lugubre du coronavirus. En plus c'est déstressant» ont ironisé des jeunes, qui venaient de sortir de l'eau à la plage de St Germain où l'essentiel de ce rush, particulièrement inattendu, a été répertorié. «Depuis le début du confinement avec la fermeture des établissements scolaires, les enfants s'ennuyaient à mourir à la maison. Ils s'en donnent à cœur joie dans l'eau» a argumenté un autre responsable de famille. Toujours est-il que coronavirus oblige, les vœux en cette matinée du premier jour de l'Aïd ont été présentés de loin par ces estivants précoces, qui n'ont pu résister à une sortie d'oxygénation limitée dans le temps et dans l'espace.

Khenchela

Rétablissement de 19 malades

Dix neuf personnes atteintes du nouveau coronavirus (Covid-19) ont quitté lundi l'hôpital à Khenchela, après s'être entièrement remises de la maladie, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale de la santé et de la population. Sept malades ont été autorisés à quitter lundi le nouvel hôpital de la commue de Chechar et10 autres ont quitté l'hôpital Hihi Abdelamdjid dans la commune de Kais après les résultats des analyses effectuées à l'issue de la période du traitement, selon la même source. Deux autres malades ont également pu quitter la même journée l'établissement public hospitalier, EPH Ali-Bousshaba du chef-lieu de wilaya, et rejoindre leurs domiciles, où ils devront veiller au strict respect des mesures de prévention contre la propagation du Covid-19, a-t-on encore détaillé. La même source a également indiqué qu'au total, 79 cas de guérison du Covid-19 ont été enregistrés dans la wilaya de Khenchela «depuis le 11 avril dernier à ce jour», et que le meilleur bilan de guérison journalier a été enregistré lundi avec ces 19 cas mentionnés ci-dessus. Ces personnes guéries ont toutes été soumises au protocole thérapeutique à base d'hydroxychloroquine, décidé par le ministère de la Santé de la population et de la réforme hospitalière.

El Tartf

Les préparatifs de la campagne de tomate industrielle s'intensifient

La commission technique sur les préparatifs de la campagne de tomate industrielle s'est réunie dernièrement sous la présidence du directeur des services agricoles et les professionnels de cette filière dont les conserveurs et le S/G de l'UNPA. La culture phare de la région, d'une importance stratégique, comme chaque année, fait l'objet d'une attention particulière concernant surtout les préparatifs devant réunir les conditions idoines pour le bon déroulement de cette campagne. Pour Azzedine Berkane président de cette filière et membre du conseil national, la présente campagne se présente sous des conditions particulières avec la pandémie du coronavirus, mais n'a en rien influé sur son bon déroulement, avec la mobilisation des agriculteurs qui ont travaillé tous les jours pendant le mois sacré du Ramadhan de 5h du matin jusqu'à 14h de l'après-midi. Au total, 4500 ha ont été consacrés à cette culture, avec des contrats établis avec les conserveurs, chiffre qui sera connu avec exactitude prochainement. Lors de cette réunion, les préoccupations des uns et des autres ont été abordées, avec comme objectif l'entame de la campagne de l'acheminement de la tomate vers les conserveries de la région, au nombre de 6, dès la fin du mois de juin. Le prix de référence sera 15 DA ou 17 DA pour le kg de la tomate fraîche livrée à la conserverie. Enfin, les difficultés avec les banques, d'écoulement des stocks détenus par les conserveries ont aussi été abordées et les perspectives de son exportation ont aussi été mises en exergue.

Blida

Les restrictions durant l'Aïd respectées

Les restrictions imposées par les pouvoirs publics en cette fête de l'Aïd El-Fitr, notamment, l'interdiction de la circulation des véhicules et motocycles, ont été d'un grand apport dans la lutte contre la propagation de l'épidémie du coronavirus dans la wilaya de Blida. Par ces mesures de prévention, les citoyens de Blida ont été contraints de fêter l'Aïd chez eux, sans se déplacer chez les parents, pour éviter de contaminer ou d'être contaminés. Hormis certains aventuriers, qui ont quand même utilisé leurs voitures et motos, la majorité des citoyens a respecté la consigne. Certains parents, en compagnie de leurs enfants, n'ont pas hésité à se déplacer à pied pour rendre visite à leurs parents, habitant à quelques centaines de mètres. D'autres, et juste après la prière de l'Aïd, ont pris le chemin des cimetières pour se recueillir sur les tombes de leurs proches, dont certains ont disparu pendant l'épidémie. Dans les quartiers populaires, les enfants habillés de neuf, souvent sans aucune protection, jouaient insouciants jusqu'à l'heure du confinement, à 13h. Enfin, la permanence des commerces durant les deux jours de l'Aïd a été peu respectée. Ce qui a contraint certains à se déplacer d'un quartier à un autre pour s'approvisionner en denrées alimentaires, particulièrement en pain.

Chlef

Rupture d'une conduite d'eau à Ténés, infiltration d'eau dans huit bâtisses

Les unités de la Protection civile de Ténès (55 km au nord de Chlef) sont intervenues dans la nuit de dimanche à lundi pour le pompage des eaux et de boue infiltrées dans huit bâtisses, suite à la rupture d'une conduite raccordée à la station de dessalement de l'eau de mer, rapportait hier un communiqué de ce corps constitué.

Selon le document, les eaux et boue ont infiltré des habitations à l'entrée ouest de la ville de Ténés, suite à la rupture accidentelle vers 23h d'une conduite d'eau potable (600 m de diamètre), raccordée au réseau de la station de dessalement de l'eau de mer de Mainis. La rupture de la conduite a causé d'importantes infiltrations d'eaux et de boue, qui ont inondé des habitations voisines, outre la chute de lignes électriques de moyenne tension, a-t-on ajouté. L'intervention conjointe des services de la Protection civile, de l'Algérienne des eaux (ADE) et de la commune, avec le soutien de citoyens, a permis, selon le communiqué, de fermer la valve, tout en coupant le courant électrique et en procédant à une déviation dans le flux d'eau, qui a atteint près d'un mètre de hauteur. L'opération de pompage des eaux a été achevée vers 2h, est-il précisé. Selon l'unité de l'ADE de la wilaya, l'accident a été causé par des «travaux de maintenance au niveau de la conduite». Les équipes techniques s'attellent actuellement à la réparation de la panne, à l'origine d'une perturbation dans la distribution de l'eau potable à Chlef, est-il souligné. «L'alimentation en eau potable (AEP) reprendra de façon régulière, à partir de mardi, après la réparation de la panne.» Dotée d'une capacité de production de 200 000 m3 d'eau /jour, la station de dessalement de l'eau de mer de Mainis assure l'alimentation en eau potable de 29 communes sur les 35 que compte la wilaya de Chlef.

Hocine S. / Ag.

• 21 hectares de couvert végétal brûlés à El Marsa

Vingt-et-un hectares de couvert végétal sont partis en fumée dans un incendie qui s'était déclaré durant ces dernières 48 heures dans la forêt Daoula, dans la circonscription de Oued Sidi Masser de la commune d'El Marsa (à 85 km au nord -ouest de Chlef), a-t-on appris auprès de la Conservation locale des forêts.
«L'incendie, qui s'était déclaré samedi, avant son extinction totale aux premières heures de la matinée de lundi, a causé la perte de 21 ha de couvert végétal, dont 12 ha de pin d'Alep et 9 ha de végétations», a indiqué le chargé de l'information auprès de la conservation des forêts, Mohamed Boughalia. «Il s'agit du 3e incendie de forêts déclaré durant ce mois de mai et à quelques jours seulement du lancement de la campagne anti incendie 2020», a-t-il précisé. S'agissant des préparatifs inhérents à cette campagne, dont le lancement est prévu le 1er juin prochain, M. Boughalia a fait part de la mobilisation de 21 points de contrôle (9 fixes et 11 mobiles), parallèlement à 12 équipes d'intervention, avec agents qui seront soutenus par 340 autres employés au niveau des chantiers des travaux sylvestres.
Mohamed Boughalia a fait part, en outre, de la programmation «jeudi prochain», d'une réunion avec les services de la Protection civile pour, a-t-il dit, «mettre au point des dernières mesures relatives à la campagne anti-incendie». Il a lancé, à cet effet, un appel aux citoyens en vue de faire prévaloir l'esprit environnemental, «signalant tout départ d'un incendie dont ils sont témoins dans les plus brefs délais possibles, afin de contribuer dans la sauvegarde du couvert végétal». Durant la campagne 2019, la wilaya a enregistré la déclaration de 125 incendies ayant causé la perte de 367 ha de forêt. Sachant que la superficie forestière locale est estimée à 99 000 ha, équivalant à 24% du territoire de la wilaya.

Ghardaïa

La courge du M'zab suscite un vif engouement

Légume du terroir très prisé dans les traditions culinaires ancestrales durant les fêtes locales, la courge du M'zab, appelée localement takhessait, tamissa ou elgaraâ, suscite actuellement un engouement des habitants de Ghardaïa. L'engouement populaire est tel pour ce produit de la famille des cucurbitacées atypique à la région, un légume longiforme pouvant atteindre le mètre, charnu et de couleur verdissante, qu'il est incontournable dans les délices de l'art gastronomique de Ghardaïa, en sauce pour le couscous ou en ragoût.
Cette courge, qui suscite un grand intérêt des agriculteurs locaux qui œuvrent laborieusement en vue d'améliorer son rendement, constitue un légume indispensable pour la préparation de plats collectifs, tels que le couscous, rassembleur de la famille, une tradition de convivialité pérennisée pour sauvegarder la cohésion familiale et revigorer la solidarité sociale.
Plante rampante à longues tiges ramifiées, munies de vrilles, la courge est facile à cultiver, a expliqué Hadj Abdallah, fellah de Bounoura. «Il suffit d'un sol humide et suffisamment ensoleillé pour qu'elle se développe, sachant que l'alcalinité du sol dans la région est favorable à la culture de ce genre de légumes», a-t-il ajouté. «La chair et les graines de cette courge sont utilisées fréquemment en médecine traditionnelle, a révélé, de son côté, Hadj Salah, un herboriste de Ghardaïa.» «L'on conseille souvent le jus ou suc d'une courge pour calmer les maux de tête et réduire le glucose sanguin», a-t-il confié.

Un légume aux grandes vertus

Les graines de la courge du M'zab sont utilisées pour préparer une émulsion pectorale et rafraîchissante, prescrite lors de rhumes et d'inflammations du tube digestif, a expliqué, pour sa part, un agriculteur de Métlili, ajoutant que sa mixture avec du miel naturel lui confère aussi des vertus aphrodisiaques. Selon des nutritionnistes, la courge a des vertus médicinales et contient de la vitamine A, bonne pour la croissance, maintient la peau en santé et protège des infections, en plus de jouer un rôle antioxydant, de favoriser une bonne vision, et d'améliorer le système immunitaire. Il existe plusieurs variétés de courges dans la région de Ghardaïa (courge, citrouille, calebasse et courgette), qui sont consommées à l'état frais comme légume dans différentes sauces et servent également à la fabrication de confiture. La courge du M'zab sert également d'aliment de bétail dans la région et ses graines sont conservées comme semences et aussi pour la consommation une fois grillées et salées. Elle peut être stockée pour de longues périodes à l'air libre. Selon les services agricoles de la wilaya, les superficies consacrées à cette culture ont atteint durant la saison écoulée environ 200 ha, soit une production globale d'environ 25 000 q, avec un rendement moyen de 127 q à l'hectare.
De mémoire collective, la courge, originaire des pays tropicaux, a été introduite dans la région au XVIIIe siècle, avant de s'accommoder avec l'environnement de Ghardaïa et devenir un légume atypique à cette contrée.
Sa culture se pratique dans toutes les localités de la wilaya et son irrigation se fait à travers des puisards équipés de motos-pompes.Très prisée localement, elle fait l'objet d'un commerce florissant qui bat son plein en période estivale et dont l'excentricité est la fixation de son prix à l'unité, sur le coup d'œil d'un marchand «spécialiste». Un prix déterminé, dit-on, en fonction du rapport de l'offre et de la demande sur le marché et négociable par l'acheteur.

Hadj M.

Souk Ahras

Vers la réception d'un Institut national spécialisé dans l'environnement et le tourisme

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Souk Ahras sera renforcé au cours de l'année 2021 par la réception d'un Institut national spécialisé dans l'environnement et le tourisme, a indiqué le directeur local du secteur, Sebti Hassida. Le nouvel institut national, dont les travaux ont débuté en 2016, dispensera des formations dans le domaine de l'environnement, la gestion des eaux et le tourisme, a précisé le responsable, ajoutant que l'établissement réalisé à proximité de l'université Mohamed Cherif Messadia disposera de 300 places pédagogiques et d'un internat de 120 lits. Le futur établissement viendra s'ajouter aux 3 autres Instituts nationaux spécialisés de formation de la wilaya, à savoir l'institut Samai Nouar du chef-lieu de wilaya, l'Institut spécialisé en BTP de Sedrata et l'Institut spécialisé en agriculture et agroalimentaire de Medaourech, a-t-il ajouté. Le directeur du secteur a, par ailleurs, affirmé que tous ces instituts ont été réfléchis de façon à répondre aux besoins du marché local du travail mais également aux spécificités agricoles et touristiques de la région de Souk Ahras. Pour rappel, le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels dans la wilaya de Souk Ahras dispose actuellement 3 instituts nationaux spécialisés, 16 centres de formation et 2 annexes implantées dans les communes de Khedara et de Oued Keberit, d'une capacité théorique globale de 4875 places pédagogiques en plus de 250 autres places réparties sur 2 établissements privés de formation agréés.

Coronavirus : faut-il, ou non, consommer davantage de vitamine D ?

Selon un rapport établi par les chercheurs de l'Université de Surrey au Royaume-Uni, il est, pour l'heure, impossible d'établir une corrélation entre les carences en vitamine D et le développement d'une forme sévère du Covid-19. Ils rappellent, par ailleurs, les dangers de l'auto-médication. Des chercheurs de l'Université de Surrey, au Royaume-Uni, mettent en garde contre les «prétendues» vertus de cette vitamine face à l'afflux d'études, non vérifiées scientifiquement, sur le sujet, relate le journal The week. «Tant qu'il n'y aura pas de preuves scientifiques plus solides pour la vitamine D, nous mettons fortement en garde contre l'utilisation d'une supplémentation élevée en vitamine D », affirme les chercheurs dans un rapport publié dans la revue BMJ Nutrition, Prevention and Health. La vitamine D est une hormone, produite dans la peau lors d'une exposition au soleil. Elle aide à réguler la quantité de calcium et de phosphate dans le corps. Si ces minéraux sont nécessaires au bon fonctionnement de notre organisme, leur bénéfice n'a pas été prouvé scientifiquement dans le cadre du coronavirus. Les chercheurs déplorent que les résultats de la majorité des études soient basées sur des données recueillies auprès de groupes de population dans les pays en développement. Elles ne peuvent donc pas faire office de preuve. Les scientifiques mettent en garde sur le fait qu'un excès de vitamine D pourrait même être dangereux pour la santé. «Un niveau adéquat de vitamine D dans le corps est crucial pour notre santé globale, trop peu peut conduire au rachitisme ou au développement de l'ostéoporose mais trop peut conduire à une augmentation du taux de calcium dans le sang qui pourrait être particulièrement nocive», affirme Sue Lanham-New, auteur principal de l'étude. Les chercheurs alertent sur les dangers de l'auto-médication. Un suivi médical leur semble indispensable. «Bien qu'il existe des preuves qu'un faible taux de vitamine D est associé à des infections aiguës des voies respiratoires, il n'existe actuellement pas de preuves suffisantes pour la vitamine D en tant que traitement pour le Covid-19 et un supplément excessif doit être évité car il pourrait être nocif», explique Carolyn Greig, co-auteur de l'étude. Il est possible de parer naturellement à une carence de vitamine D en consommant une alimentation nutritionnellement équilibrée, y compris des aliments qui fournissent la vitamine, tels que le poisson gras, la viande rouge et le jaune d'œuf. «Les aliments enrichis tels que les céréales pour le petit-déjeuner et une exposition sûre au soleil peuvent également augmenter le statut en vitamine D», concluent-ils.

Le coronavirus et le confinement ont arrêté la progression de plusieurs épidémies

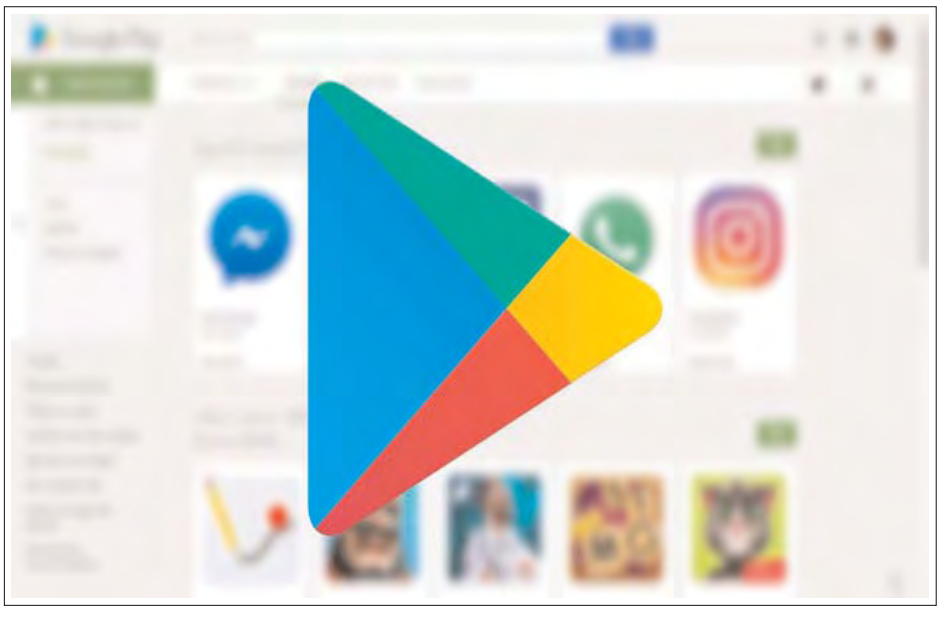
Les mesures de distanciation sociale et de fermeture des lieux publics ont permis de raccourcir l'épidémie de grippe saisonnière qui s'est achevée précipitamment en avril. D'autres maladies comme la varicelle ou la rougeole ont également vu leur mortalité s'effondrer. Les conséquences globales sur la mortalité seront cependant difficiles à évaluer. La grippe saisonnière fait chaque année entre 290.000 et 650 000 morts dans le monde selon la durée de l'épidémie et l'efficacité du vaccin. Or, cette année, les mesures de confinement et de distanciation sociale ont brutalement stoppé la saison, ce qui pourrait avoir sauvé des centaines de milliers de vie, estime l'Organisation mondiale pour la Santé qui traque les cas de grippe via le réseau FluNet. «Globalement, l'activité grippale est moins importante que prévu pour cette période de l'année. Dans la zone tempérée de l'hémisphère Nord, une forte baisse de l'activité grippale a été observée ces dernières semaines», note l'organisation. On observe une chute brutale du nombre de cas à partir de la dernière semaine de mars, ce qui coïncide avec l'entrée en vigueur des mesures de confinement. La saison grippale a ainsi été raccourcie de 6 semaines par rapport aux autres années. Les données locales confirment la tendance. À Hong Kong, par exemple, la période d'épidémie de grippe a été 63,2% plus courte que la moyenne des 5 dernières années et le nombre de morts a été réduit de 62,3%, indique une étude parue dans le BMJ le 4 mai et ce, alors que la saison a débuté à une date similaire à celle de l'hiver précédent (première semaine de janvier). D'autres maladies infectieuses ont été drastiquement réduites cette année, explique Pak-leung Ho, co-auteur de l'étude et chercheur sur les maladies infectieuses à l'université de Hong Kong au site Nature. Le nombre de cas de varicelle à Hong-Kong a ainsi chuté de moitié, voire de trois quarts par rapport aux années précédentes. En avril, les cas de rougeole et de rubéole ont été les plus faibles enregistrés depuis au moins 2016 : à peine 36 cas de rubéole avaient été comptabilisés dans le monde en avril, selon des données provisoires. Ces maladies, qui touchent particulièrement les enfants, ont probablement été stoppées par la fermeture des écoles, juge Pak-leung Ho. La grippe 2020 s'annonçait pourtant particulièrement vigoureuse. En janvier, avant l'arrivée du Covid-19, l'épidémie avait débuté sur les chapeaux de roues, «bien partie pour être l'une des plus sévères depuis des décennies», indique Nature. Mais, avec l'arrêt brutal du mois d'avril, ce sont finalement des centaines de milliers de vies qui pourraient avoir été épargnées. Port des masques, fermeture des lieux publics, mise à l'isolement... Les mesures mises en place pour lutter contre le Covid-19 semblent ironiquement avoir eu plus d'effet sur la grippe que sur ce nouveau coronavirus lui-même, estiment l'étude de BMJ. Comme le Sars-Cov, le virus de la grippe se propage via des gouttelettes respiratoires. D'autres facteurs pourraient cependant avoir affecté les statistiques, précise l'OMS. Il est, par exemple, probable que les malades aient moins consulté et se soient moins rendus dans les hôpitaux par crainte du coronavirus. Le printemps 2020 a aussi été particulièrement chaud en Europe, ce qui affaiblit le virus. Il est enfin possible que des personnes âgées qui seraient normalement mortes de la grippe aient été emportées avant par le coronavirus.

Covid-19 : sous couvert de lutter contre les fake news, Google supprime de nombreuses applications de son Play Store

Ces applications faisaient référence au Covid-19. De nombreux développeurs sont ainsi écartés du système Android qui équipe de nombreux smartphones. Certains y voient une atteinte à la liberté d'expression. L'information a provoqué quelques remous dans la communauté des développeurs d'applications pour smartphones et tablettes. Le 16 mai 2020, le fondateur de Podcast Addict, un agrégateur de podcasts, apprend que son application vient d'être suspendue de la plateforme Play Store de Google Android : autrement dit, qu'il n'est plus possible de la télécharger. Le choc est rude. Podcast Addict, ce sont près de deux millions et demi d'utilisateurs. L'application dont il est question propose à l'écoute des programmes qui parlent de la pandémie. Rien de plus normal à priori dans le contexte que l'on connaît. Mais le problème, c'est que Google a décidé de suspendre de sa plateforme toute application faisant référence au coronavirus. Officiellement, pour lutter contre les fausses nouvelles, et éviter la prolifération d'applications douteuses, comme cela avait été le cas avec les applications sauvages de téléchargement d'attestations dérogatoires qu'on a vu apparaître lors du confinement. Désormais lorsque l'on tape les mots «coronavirus» ou «covid» dans la barre de recherche de Play Store sur les smartphones gérés par Android, aucune proposition n'est faite à l'utilisateur, à l'exception de quelques applications validées par des organismes officiels, comme l'OMS. Car Google n'a pas simplement banni toute référence au virus. Il a aussi pris un parti radical : celui de considérer que seule la parole officielle a désormais droit de cité sur sa plateforme. Pour Podcast Addict, l'affaire s'est bien terminée. Après que son administrateur a fait appel de cette décision, le 19 mai, Google l'a rétablie dans son catalogue. Pour éteindre l'incendie, Hiroshi Lockheimer, le patron du système Android, se fend alors d'un tweet d'excuses : «Nous en sommes encore en train de faire quelques réglages dans nos procédures de lutte contre la désinformation, mais cette application n'aurait pas dû être retirée.»

Pour Google, seul un gouvernement a le droit de parler du Covid-19

Autre exemple : Tim Autin, âgé aujourd'hui de 30 ans. Il y a cinq ans, ce passionné de photographie qui réside dans le Var, a mis au point une application de randonnée, E-walk, qui permet notamment de télécharger des cartes IGN et de connaître sa position lorsqu'on se balade en pleine nature, même lorsque son téléphone est hors connexion. L'application est gratuite. Comme beaucoup, elle est financée par de la publicité. Rien de véritablement subversif. Sauf que ce passionné d'innovation a eu la «mauvaise idée» d'intégrer à son application, avec le déconfinement, une fonctionnalité supplémentaire permettant aux randonneurs de vérifier qu'ils se trouvent bien dans un rayon de 100 km autour de leur domicile. Résultat : le 19 mai 2020, lui aussi a la désagréable surprise de voir son application disparaître du Play Store de Google. Le mail qu'il reçoit lui indique : «Les applications faisant référence ou allusion au Covid-19, sous quelque forme que ce soit, ne seront approuvées pour être distribuées par Google que si elles sont publiées, commandées ou autorisées par des organismes gouvernementaux, ou des organismes de santé publique.» Résultat, ses ressources ont été coupées, alors que les frais qu'il paye pour ses serveurs, eux, courent toujours. Mais Tim Autin n'est pas un cas particulier. Une application belge proposant des émojis invitant à se laver les mains et à prendre des mesures de précautions a, elle aussi, été retirée. Et il semble que l'algorithme de Google pousse le zèle très loin.



Chine

La Chine continuera à soutenir les africains

«La Chine continuera à soutenir fermement ses frères et ses sœurs africains. Je pense que grâce aux efforts conjoints de la Chine et de l'Afrique, nous finirons par triompher de cette pandémie (du Covid-19)», a déclaré Zhang Jun, ambassadeur de Chine aux Nations unies, à l'occasion de la Journée de l'Afrique.

La Journée de l'Afrique est une commémoration annuelle qui vise à célébrer la fondation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) le 25 mai 1963 une organisation qui est par la suite devenue l'actuelle Union africaine (UA). A cette occasion, M. Zhang a envoyé des lettres à l'observateur permanent de l'UA auprès des Nations unies, au représentant permanent de l'Afrique du Sud (qui exerce en ce moment la présidence de l'UA) aux Nations unies, et aux représentants permanents des autres pays africains aux Nations unies. «Depuis 1963, sous la direction de l'Organisation de l'unité africaine puis de l'Union africaine, les pays africains ont accompli des progrès historiques. Ils ont recherché la force à travers l'unité, ont obtenu leur liberté et leur indépendance vis-à-vis des impérialistes colonialistes, et ont exploré de nouvelles voies de développement à la lumière de leurs propres conditions nationales. L'Afrique a également apporté d'importantes contributions à la paix et au développement dans le monde», a-t-il déclaré. «La Chine est vraiment fière des progrès réalisés par l'Afrique, et profondément reconnaissante envers ses amis africains pour leur précieux soutien», a souligné l'envoyé. M. Zhang a déclaré que la propagation du Covid-19 représentait un défi sans précédent pour tous les pays du monde, et que la Chine appréciait la sympathie, la sollicitude et le soutien des pays africains dans ce domaine. «La Chine fait également tout son possible pour aider l'Afrique à maîtriser la pandémie. Elle a envoyé des équipes d'experts médicaux dans les cinq sous-régions d'Afrique et les pays voisins, leur a fourni de grandes quantités de matériel médical, et a organisé des vidéoconférences avec des professionnels de la santé africains pour partager son expérience avec eux», a-t-il noté.

Tunisie - Turquie

La crise libyenne au cœur d'un entretien téléphonique entre les présidents tunisien et turc

Le président tunisien, Kais Saied a indiqué, ce lundi, dans un entretien téléphonique avec son homologue turc, Recep Tayyib Erdogan, que toute solution pour sortir de la crise en Libye ne serait possible en dehors du cadre de la légitimité internationale et sans un accord intralibyen, rapporte l'agence TAP. «La Tunisie est le pays le plus touché par la crise libyenne et les Tunisiens sont préoccupés par la situation dans ce pays voisin», a souligné Saied, rappelant que les peuples des deux pays étaient toujours unis. Lors de cet entretien qui a porté aussi sur la cause palestinienne, Saied a relevé la nécessité à ce que les positions «soient plus fermes face aux crimes commis dans les territoires palestiniens», a ajouté la même source. Par ailleurs, les deux présidents ont exprimé l'espoir de voir les peuples tunisien et turc ainsi que l'humanité réussissent à surmonter la crise du Covid-19 et ses impacts. Saied a tenu, à cette occasion, à remercier la Turquie pour les aides envoyées récemment à la Tunisie dans le cadre des efforts de lutte contre la propagation du coronavirus, selon un communiqué publié par la présidence de la République tunisienne.

Afghanistan

Le gouvernement afghan libère 100 détenus talibans dans un geste de bonne volonté

Le gouvernement afghan a libéré 100 détenus talibans de la prison de Bagram, ce lundi, en geste de bonne volonté, a confirmé un porte-parole du bureau du Conseil de sécurité nationale du pays. «Le ouvernement a libéré 100 prisonniers talibans de (la province de) Parwan aujourd'hui en geste de bonne volonté pour faire progresser les efforts de paix, y compris vers un cessez-le-feu prolongé et le démarrage immédiat de pourparlers directs», a déclaré le porte-parole Javid Faisal dans un message sur Twitter. Cette décision fait suite à l'annonce par les combattants talibans d'un cessez-le-feu de 3 jours pour la durée des festivités de l'Aïd el-Fitr, qui ont débuté dimanche. Le 11 mars, le président afghan Mohammad Ashraf Ghani a publié un décret ordonnant la libération de 5000 détenus talibans en liberté conditionnelle, tandis que les talibans ont accepté de libérer 1000 soldats, mais cet échange de prisonniers a été reporté à plusieurs reprises. En date du 10 mai, près d'un millier de combattants talibans et 200 soldats des forces gouvernementales ont été libérés par les deux parties, toutefois le processus d'échange de prisonniers a été suspendu en raison d'un litige sur un échange de prisonniers. Cet échange de prisonniers s'inscrit dans le cadre d'un accord de paix signé entre les talibans et les Etats-Unis au Qatar en février. Toutefois, le gouvernement afghan n'était pas signataire de cet accord. Pour accélérer le processus de paix, le président Ghani a ordonné, dimanche dernier, la libération de 2000 détenus talibans supplémentaires.

COVID-19

L'ancien PM britannique Tony Blair met en doute le leadership de Trump face à la pandémie

L'ancien Premier ministre britannique Tony Blair a remis en question le leadership du président américain Donald Trump face à la «terrifiante» pandémie de nouveau coronavirus et a exprimé son inquiétude quant au manque de coordination internationale pour gérer cette crise, a rapporté le quotidien britannique Daily Mail. «Ce qui me préoccupe, c'est que l'absence de coordination et de leadership nécessaires au niveau international est un énorme problème», a déclaré M. Blair dans une interview accordée à la chaîne *NBC News* citée par le *Daily Mail*. M. Blair, qui était Premier ministre de 1997 à 2007, a souligné l'importance d'un monde uni face à la pandémie. Grâce à une «coordination internationale», les dirigeants pourraient trouver un vaccin ensemble, accélérer le développement des capacités de traitement et de dépistage et organiser des mesures économiques pour maintenir l'économie mondiale à flot, a indiqué l'ancien Premier ministre. «L'absence (de coordination internationale) signifie que chaque pays pris individuellement est moins efficace dans la gestion de la maladie. C'est cela qui m'inquiète», a déploré M. Blair. D'après lui, les populations des pays occidentaux sont bien informées sur la maladie mais pas assez sur la récession économique qu'elle pourrait déclencher. «La chose la plus sûre à faire pour un dirigeant, c'est de maintenir le confinement car il y a un risque minime de propagation de Covid-19, mais il faut par ailleurs se demander en toute responsabilité comment gérer la situation à moyen terme pour éviter une crise économique absolument dévastatrice», a déclaré M. Blair cité par le quotidien. «Les pays qui se sont rapidement confinés et qui ont rapidement développé des capacités de dépistage, de traçage et de suivi peuvent être plus audacieux au niveau économique», a-t-il confié à NBC News.

Espagne - Pandémie

Madrid revoit son bilan à la baisse : près de 2000 morts de moins

Le gouvernement espagnol a revu, ce lundi, à la baisse le bilan de la pandémie dans un des pays les plus endeuillés au monde, en le ramenant à 26 834 morts, soit 1918 de moins que la veille. Un nouveau système de suivi «permet de nettoyer les doublons, de confirmer les données liées au coronavirus et d'éliminer (les morts) qui lui avaient été attribuées à tort», a expliqué le directeur du Centre d'alertes sanitaires du ministre de la Santé, Fernando Simon. Dimanche dernier, l'Espagne avait publié un bilan de 28 752 morts. «Une variation de 1900 c'est beaucoup, nous essayons de vérifier que c'est correct, mais ce sont les chiffres dont nous disposons actuellement», a poursuivi le Dr. Simon. Le ministère, qui dépend des données communiquées par les régions qui sont compétentes pour la Santé, a également révisé à la baisse le nombre de cas confirmés: 235 400 contre 235 772 enregistrés dimanche. «Nous sommes satisfaits de la qualité croissante des informations qui nous permettent de prendre des décisions», a assuré le Dr Simon. «C'est quelque chose qui se produit dans toutes les épidémies, quand l'évolution de l'épidémie nous laisse un peu plus de temps, il faut rectifier les chiffres et dans certains cas il faut les réduire», a-t-il encore expliqué.

Etats-Unis

Trump menace la Caroline du Nord de déplacer la convention républicaine

Le président américain, Donald Trump, a menacé lundi de déplacer la convention républicaine, prévue fin août en Caroline du Nord, si son gouverneur démocrate ne pouvait garantir rapidement la levée d'interdiction des grands rassemblements en raison du coronavirus. Si cette convention, prévue du 24 au 27 août à Charlotte, sera sans véritable suspense car Donald Trump est assuré d'être désigné candidat, ces grand-messes sont, avec tout leur folklore, traditionnellement des moments forts de la vie politique américaine. Soulignant dans une série de tweets matinaux son attachement au «merveilleux Etat de Caroline du Nord», le locataire de la Maison-Blanche, qui briguera le 3 novembre un deuxième mandat de quatre ans, s'est fait aussi menaçant. «Malheureusement, le gouverneur démocrate Roy Cooper est toujours dans un état d'esprit de confinement», a déploré le président américain qui insiste depuis plusieurs semaines sur la nécessité d'une réouverture rapide de l'économie. «Des milliers de républicains enthousiastes s'organisent pour se rendre en Caroline du Nord en août. Le gouverneur doit immédiatement leur dire si oui ou non le lieu de la convention pourra être utilisé à pleine capacité», a-t-il ajouté. La Caroline du nord-est entrée la semaine dernière dans la phase 2 de son plan de déconfinement, autorisant les restaurants à ouvrir en fonctionnant à 50% de leur capacité mais interdisant toujours à ce stade les grands rassemblements. Si les démocrates ont évoqué la possibilité d'organiser leur convention, également prévue en août, en ligne ou avec un autre format inédit pour investir leur candidat Joe Biden, Donald Trump a jusqu'ici rejeté une telle idée pour son parti.

Ahsene Saaid/Ag

Musique

Lounis Aït Menguellet célèbre la Journée de l'Afrique avec des artistes du monde entier

Le poète et chanteur algérien, Lounis Aït Menguellet, et son compatriote Sadek Bouzinou ont pris part, lundi soir, avec une pléiade d'artistes africains et du monde, au concert organisé sur la Toile, pandémie du coronavirus oblige, à l'occasion de la Journée mondiale de l'Afrique, célébrée le 25 mai de chaque année.

Avec une centaine d'artistes, le chantre de la chanson algérienne d'expression kabyle, Lounis Aït Menguellet et Sadek Bouzinou, fondateur du groupe Démocratoz se sont joints au mouvement WAN (Worldwide Afro Network), organisateur de ce méga-show virtuel, diffusé en prime time sur plusieurs chaînes africaines de télévision. Ouvrant le spectacle en chœurs, la troupe féminine Pepit'Art du Bénin a été relayée par la soprano centrafricaine Lydie Pace et le ténor camerounais Christian Akoa qui ont interprété en duo l'hymne africain, *Unissons-nous*, appelant à une nouvelle Afrique «forte et innovante». Du haut d'un demi-siècle d'une brillante carrière artistique, Lounis Aït Menguellet est apparu à la fin de la première heure de diffusion avec *Telt Yyam*, un de ses succès au verbe ciselé et à la mélodie entraînante, portée par une voix pure au «fusain» qui rend les traits de l'artiste, modeste et au charisme imposant. Le leader du groupe oranais, Démocratoz -fondé il y a huit ans- a, pour sa part, choisi d'interpréter en solo, *Ya lemima ma teb'kich*, une douceur étalée avec une voix étoffée sur un soutien harmonique à l'arrangement recherché, rendu en arpèges de guitare, plus de deux heures après le début du show. La chanteuse algérienne Amel Zen, première artiste algérienne a annoncé sa participation avait décidé de se retirer du programme. Entre autres artistes participants à partir de leurs domiciles, de studios d'enregistrement ou d'un parc, l'humoriste tunisienne Samia Orosemane et ses compatriotes musiciens, Achraf Chergui et Hamza Matchima, le showman marocain Mehdi Nessouli, reprenant *Laâfou* de l'Algérien Djamel Laroussi, ainsi que le chanteur égyptien à l'esprit festif, Hakim. Cet événement continental a également été célébré par des légendes de la musique du continent comme les Maliens Oumou Sangaré, Salif Keita et Cheick Tidiane Seck, Tiken Jah Fakoly (Côte d'Ivoire) et le Sénégalais Youssou N'Dour, parrain de l'événement. Le projet WAN a également été ouvert à de grands noms de l'Océan indien, des Caraïbes et des Amériques, à l'instar de Baco (Iles Comores), Jimmy Cliff (Jamaïque), du groupe Kassav (Guadeloupe) et Sista Jahan (Martinique). Placé sous le thème, «Together as One, Together is Wan», ce méga-show en ligne, qui a duré plus de quatre heures de temps, a été dédié à la «sensibilisation» sur les risques de la pandémie du Covid-19 et à la préparation de «l'après-virus», selon les organisateurs. Organisé par WAN en partenariat avec l'Unesco et African Union Broadcasting, le concert virtuel célébrant la Journée de l'Afrique s'est déroulé toute la journée sur les réseaux sociaux.

Mohamed Toumi / Ag.

Archéologie

Un projet scientifique pour valoriser la ville archéologique Tobna (Batna)

Un projet scientifique «important» visant à valoriser la ville archéologique Tobna, qui se trouve à l'est de la RN70 entre Barika et M'doukal (Batna), a été inscrit pour réalisation, a indiqué le directeur local de la culture Omar Kebbour.Avalisé par le comité scientifique du Centre national de recherche en archéologie (CNRA), le projet, qui sera lancé «l'année en cours», comprend l'identification des principaux vestiges du site qui s'étend sur 276 ha et la réalisation de fouilles pour révéler l'importance de cette cité et les diverses civilisations qui s'y sont succédé, a affirmé le même responsable. Le projet inclut également l'inscription d'un atelier d'une école continue de formation des étudiants en archéologie qui contribueront aux fouilles futures et l'aménagement, sur site, d'un musée en plein air, outre la restauration des principaux vestiges du site dont les thermes qui sont visibles et la publication de tous les travaux scientifiques menés, a ajouté M. Kebbour. Le projet permettra ainsi de révéler les secrets de cette ville archéologique qui, comparativement à d'autres sites de la wilaya, reste mal connu faute de fouilles et de recherches, a souligné le même cadre. Le projet vient en appui au dossier de reclassement de ce site sur la base de sa réelle superficie estimée à 276 ha déposé au niveau du ministère de la Culture, avant la seconde phase qui sera consacrée au plan de protection et gestion du site, selon la même source. La classification du site de Tobna date de l'époque coloniale et en estime la superficie à 70 ha sans prendre en compte la partie enfouie du site. La ré-estimation menée fin 2016 et début 2017 a ainsi fixé la superficie du site à 276 ha, est-il précisé. L'annexe du CNRA, ouverte en août 2019 à Tazoult, devra contribuer à la réalisation de ce projet scientifique de valorisation de la cité de Tobna, a ajouté le même responsable. Le site important des civilisations romaines puis islamiques, dans la région Tobna, a vu les ruines de sa partie visible disparaître sous l'effet des éléments de la nature et des actes de pillage, selon les témoignages d'habitants de la région. Cette situation a amené des intellectuels, des présidents d'association et des élus à lancer plusieurs actions de sensibilisation à la protection de cette cité archéologique dont la construction remonterait au IIe siècle. Le site de Tobna a été inscrit à la liste du patrimoine national en janvier 1968, selon le service du patrimoine de la direction de wilaya de la culture.

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
DE LA WILAYA DE BOUIRA

مديرية الأشغال العمومية
ولاية البويرة

Numéro d'Identification Fiscale : 408015000010066

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE N° 06/DTP/2020

Conformément aux dispositions de l'article N°65 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la Direction des Travaux Publics de la wilaya de Bouira informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales **N°03/DTP/2020** paru dans les deux quotidiens nationaux «المحرر اليومي» en date du **25/02/2020** et «**L'Echo d'Algérie**» en date du **25/02/2020**, relatif au projet de : Réalisation de l'Evitement Est de la ville de Bouira sur 10 km.

Lot08 : Achèvement des Travaux de Plantation.

Qu'à l'issue de l'évaluation des offres techniques et financières, le résultat se présente comme suit :

Entreprise	NIF	Montant en DA/TTC	Délai d'exécution	Observation
ETS ALIOUANE KAMAL	*099915004348016*	6.176.100,00	(12) Mois	Moins-disant

Les soumissionnaires non retenus sont invités auprès de la Direction des Travaux Publics de la wilaya de Bouira dans un délai de trois **(03)** jours à compter de la première parution du présent avis pour prendre connaissance des résultats techniques et financiers.

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015, tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya de Bouira dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis.

L'Echo d'Algérie : 27/05/2020 | Anep : 2016 008 689

République Algérienne Démocratique et Populaire

WILAYA D'ALGER

CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE - HUSSEIN DEY

COMMUNE DE KOUBA

NIF : 410002000016085010 11

AVIS D'ANNULATION DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 09/2020

- Conformément au décret présidentiel N°15-247 de la 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations des services public.
- Suite à une demande d'éclaircissements introduite conformément aux dispositions de l'article 8 du cahier des charges relatif à l'acquisition et installation d'énergie solaire pour les écoles de la commune
- Et suite au PV de réunion de la commission des marchés publics N°08/2020 tenue en date du 20/05/2020 portant examen de la correspondance sous-indiqué.

Le président de l'assemblée populaire de la commune de KOUBA déclare :

L'annulation de l'avis d'appel d'offres avec exigence de capacités minimales **n°09**, paru sur les quotidiens: **AKHBAR EL YOUM** en langue nationale, et **PLANETE SPORT** en langue étrangère le **10/05/2020** et le BOMOP Portant : **ACQUISITION ET INSTALLATION D'ENERGIE SOLAIRE POUR LES ECOLES DE LA COMMUNE (ECOLE ABD ELHAMID OULRAHMOUNE – ECOLE MOHAMED SAAIDOUNE (I) - ECOLE TALEB ABD ERRAHMANE - ECOLE MOHAMED RAHMANI- ECOLE AHMED TERKHOUCHE - ECOLE RAHEM AKLI - ECOLE SALEH NOUR)**.

L'Echo d'Algérie : 27/05/2020 | Anep : 2016 008 684

NUMEROS UTILES

Numéros Verts

- Police :	1548
- Gendarmerie nationale :	1055
- Sonelgaz :	3303
- Alerte kidnapping :	104
- Personnes en difficulté ou en détresse :	1527
- SOS Sécurité :	112
- SOS Santé :	115

Urgences

- SAMU :	021 23 50 50
- Police :	17
- Protection civile :	14
- Gendarmerie nationale :	021 96 42 22
- Sapeurs-Pompiers	021 71 14 14
- Sûreté de la wilaya d'Alger :	021 73 00 73
- Centre antipoison :	021 97 98 98
- Centre des grands brûlés :	021 63 29 95
- Institut Pasteur :	021 67 25 02

Hôpitaux

- CHU Mustapha :	021 23 35 35
- CHU Aït Idir :	021 97 98 00
- CHU Ben Aknoun :	021 91 21 63
- CHU Beni Messous :	021 93 15 50
- CHU Kouba :	021 28 33 33
- CHU Bab El Oued :	021 96 06 06
- CHU Bologhine :	021 95 82 24
- CHU El Kettar :	021 96 48 97
- HCA Aïn Naâdja :	021 54 05 05
- Hopital Tixeraïne :	021 55 01 10
- Hopital Zéralda :	021 32 63 94
- Centre Pierre et Marie Curie :	021 23 66 66

Compagnies Aériennes

- Air Algérie :	021 74 24 28
- Tassili Airlines :	021 50 98 58
- Air France :	021 98 04 04

Dépannages

- Gaz :	021 68 44 00
- Electricité :	021 68 55 00
- Service des eaux :	021 67 50 30

Radios

- Chaîne I :	021 21 48 37
- Chaîne II :	021 69 11 70
- Chaîne III :	021 48 15 15
- Radio El Bahdja :	023 70 99 99
- Jil FM :	021 69 27 27
- ENRS :	021 69 34 03/06

Services

- Algérie Télécom	100
- Serveur vocal chèques postaux :	1530
- Seaal :	3394
- Scouts musulmans algériens :	3033
- Association algérienne de psychiatrie :	1512
- Réclamations :	18
- Renseignements / Réveil :	19
- Télégramme :	13

Hôtels - Alger

- Hôtel El Djazaïr	026 21 80 80
- Hôtel El Aurassi	021 74 82 52
- Hôtel Hilton	021 21 96 96
- Hôtel Sheraton	021 37 77 77
- Hôtel Mercure	021 24 59 70
- Hôtel Ibis	021 98 80 20
- Hôtel Albert Premier	021 73 65 06
- Hôtel Safir	0551 42 58 48
- Hôtel El Riadh	021 45 23 58
- Hôtel Mazafran	021 32 00 00
- Hôtel AZ Zéralda	023 32 55 89
- Hôtel Oasis - Kouba	021 77 04 04
- Hôtel New Day - Kouba	023 77 47 47
- Hôtel Mouflon d'Or	021 54 25 62

Hôtels - Sud

- Hôtel El Djanoub - Ghardaïa	029 89 46 20
- Hôtel - El Boustan - El Ménéa	029 81 60 50
- Hôtel Tahat - Tamanrasset	029 31 21 21
- Hôtel Gourara - Timimoun	049 90 26 27
- Hôtel Touat - Adrar	049 96 99 33
- Hôtel Antar - Béchar	049 81 71 63
- Hôtel Kerdada - Bou Saâda	035 53 39 04
- Hôtel Le Caïd - Bou Saâda	035 53 43 94
- Hôtel Zaïd - Hassi Messaoud	0660 20 88 20
- Hôtel La Gazelle d'Or - El Oued	032 11 89 02

Hôtels - Est

- Hôtel Marriott - Constantine	035 53 39 04
- Hôtel Ibis - Constantine	031 99 20 00
- Hôtel Cirta - Constantine	031 92 19 80
- Hôtel Le Majestic - Annaba	038 86 54 54
- Hôtel El Mountazah - Annaba	038 65 24 12
- Hôtel El Hidhab - Sétif	036 51 41 34

Hôtels - Ouest

- Hôtel Sheraton - Oran	041 59 01 00
- Hôtel Royal - Oran	041 29 17 17
- Hôtel Ibis - Oran	041 98 23 00
- Hôtel Renaissance - Tlemcen	043 40 11 11
- Hôtel Les Zianides - Tlemcen	043 27 71 21 à 25
- Hôtel Ziri - Ghazaouet	043 32 30 25

Hôtel - Béjaïa

- Hôtel Les Hammadites
0776 88 22 38

Hôtel - Tizi-Ouzou

- Hôtel Lalla Khedidja
0795 22 65 77

AEROPORTS

- Houari Boumédiène - Alger	021 50 91 91	- Rabah Bitat - Annaba	038 52 01 59
- Ahmed Ben Bella - Oran	041 59 10 77	- Mostepha Ben Boulaïd - Batna	023 77 01 10
- Mohamed Boudiaf - Constantine	031 81 01 24	- 8 Mai 1945 - Sétif	0651 88 73 66

20h05 : The Resident - Panne de courant

Suite à une panne d'électricité, privés de toute aide technologique et informatique, les docteurs de l'hôpital Chastain doivent redoubler d'ingéniosité pour soigner et sauver leurs patients...

21h55 : L'Odyssée du Loup

Les loups vivent en meute et s'astreignent à une organisation sociale parfaitement structurée autour d'un mâle alpha mais aussi d'individus de milieu de rang et de dernier rang...

19h55 : La grande librairie

Dans cette émission spéciale «Polars», François Busnel propose une master class avec John Le Carré, l'un des plus grands auteurs contemporains de romans d'espionnage...

20:08 : Je promets d'être sage

Franck Castang, un metteur en scène de théâtre qui veut changer de vie, accepte un poste de gardien de musée loin de Paris, au calme. Mais sa nouvelle existence n'est pas de tout repos. Sibylle, une agente de surveillance autoritaire,...

19h05 : Grey's anatomy - Quelqu'un à ses côtés

Callie et Arizona cherchent chacune des personnes pour témoigner en leur faveur lors du procès pour la garde de Sofia. Ben a décidé de reprendre son poste d'anesthésiste pour contourner la suspension de six mois du programme...

19h45 : R.I.P.D. Brigade fantôme

Nick Walker, un jeune policier de Boston, perd la vie au cours d'une mission périlleuse. Il est engagé par le R.I.P.D. (Rest in Peace Department), une brigade chargée de protéger l'humanité des créatures monstrueuses,...

20h00 : Six bullets

Samson Gaul, mercenaire à la longue expérience, sait que pendant une bataille, chaque balle compte. Désormais à la retraite, après quelques missions qui l'ont forcé à tuer des innocents, il accepte finalement de reprendre...

22h10 : Enquêtes criminelles

Affaire Lysiane Fraigne : où est passée la boulangère d'Oléron ? Appréciée de tous, la disparition de Lysiane Fraigne reste un mystère. - L'affaire Colette Deromme : Une meurtrière dans la famille ? Le 15 avril 2011,...

20h05 : FBI - Portés disparus

Un agent de police trouve Bryan Parker, 12 ans, seul sur une route, la main bandée. Le garçon lui explique que son père a enlevé Todd, un enfant de 5 ans que le FBI recherche activement depuis plusieurs jours déjà...

Reprise du championnat

Le temps presse !

Le mois de mai tire à sa fin et l'on ne sait toujours pas si les différents championnats, notamment ceux de la Ligue 1 et de la Ligue 2, vont reprendre ou pas. C'est le flou total, au moment où dans d'autres contrées tout le monde est fixé sur le sort de la fin de la saison. Si la France, les Pays-Bas et la Belgique ont décidé d'y mettre un terme, l'Allemagne, à contrario, a opté pour la reprise qui est déjà effective.

L'Espagne, l'Italie, l'Angleterre et le Portugal devront la suivre au courant du mois de juin. C'est même acté. Chez nous, tout le monde est suspendu à la décision qui sera prise par les hautes autorités du pays. Ça ne dépend ni de la FAF, ni de la Ligue, même si le président de la commission médicale de la Fédération a déclaré dernièrement qu'il était impossible de reprendre la compétition actuellement. Le temps passe et le silence radio des pouvoirs publics n'augure rien de bon, surtout pour ceux qui espèrent la relance du championnat.

Il est de plus en plus difficile, sur le plan pratique, de finir la saison, d'autant que toutes les équipes n'ont pas encore repris les entraînements collectifs. Tout dépendra en fait de la levée ou pas du confinement à la fin du mois en cours. Le retour progressif à une vie «normale» est devenu impérieux de l'aveu même des responsables politiques. Il y a de fortes chances de croire que les mesures prises pour lutter contre la propagation de l'épidémie du coronavirus soient allégées dans les jours à venir. Même si les nouveaux cas de contamination à travers le pays, notamment dans les grandes agglomérations, ne baissent pas.

Reste à savoir maintenant, si le monde sportif sera concerné par des mesures d'allègement. Rien n'est moins sûr. Il faut dire aussi que les principaux acteurs du football n'exercent pas une pression particulière pour la reprise du championnat, comme on peut le voir ailleurs. Ils semblent prêts à accepter toutes les décisions émanant des autorités. Si reprise il y aura, tant mieux, sinon ils accepteront sans rechigner de tirer un trait sur la saison. Ils s'en accommoderont. C'est du moins le sentiment qui se dégage à travers les déclarations des uns et des autres. N'empêche, certains aimeraient bien que la compétition reprenne. Ils le font savoir timidement, alors que d'autres souhaitent l'arrêt définitif du championnat. Les avis sont partagés. Le dernier mot cependant revient aux politiques. En attendant, la feuille de route proposée par la Ligue est toujours d'actualité, même si le temps presse. L'on devrait prendre une décision finale dans les brefs délais, car cette situation d'attente devient, à la longue, exaspérante pour tout le monde. Il faudra trancher rapidement pour mettre un terme à ce suspens pesant. L'Algérie est l'un des rares à ne pas encore avoir pris une décision à ce sujet.

Ali Nezlioui

Corruption :
La FIFA ne va pas s'impliquer «directement» dans l'affaire

La Fédération algérienne de football est revenue dans un récent communiqué sur la réunion qui s'est tenue vendredi entre son représentant, Salah-Bey Aboud et deux responsables de la FIFA ; Vincent Ven et François Braun. Les débats ont tourné autour de la mise en place d'un Département Intégrité à la FAF ainsi que sur l'affaire « de l'enregistrement audio mettant en cause deux acteurs du football algérien sur de supposés arrangements de matchs ».L'instance fédérale a annoncée que la FIFA « n'aura pas à s'impliquer directement car il s'agit d'une affaire interne ». Cette dernière sera traitée par les commissions juridictionnelles de la FAF et de la LFP. Les deux fédérations ont convenues d'une nouvelle réunion, la semaine prochaine, afin de présenter le « nouveau responsable du Département Intégrité de la FAF » qui sera nommé officiellement durant les prochains jours, et ainsi faire très probablement le point sur l'avancée du dossier de corruption.

Bessa N.

Mercato
Galatasaray demande 10 millions € pour Feghouli

La direction du Galatasaray a fixé le prix de libération de l'international algérien, Sofiane Feghouli, à dix millions d'euros, rapporte lundi le site turc Fanatic. La même source explique la volonté de la direction du Galatasaray de se séparer de Feghouli à cause de problèmes financiers liés à la crise sanitaire du Covid-19. Le stambouliote ne sera plus en mesure de pleinement rémunérer son attaquant, qui touche 3,85M€ par an hors bonus. Pour rappel, plusieurs clubs du Golfe souhaitent recruter l'international algérien, mais ce dernier préfère continuer à évoluer en Europe.Arrivé chez les Sang et Or à l'été 2017 en provenance de West Ham, pour 4,25M€, Sofiane Feghouli a trouvé le chemin des filets à 26 reprises et délivré 22 passes décisives en 101 apparitions.

Brentford FC
Benrahma devait reprendre hier l'entraînement collectif

L'attaquant international algérien, Saïd Benrahma, devait reprendre hier l'entraînement collectif avec Brentford FC en prévision d'une reprise de la Championship le 13 juin prochain. Classé 4e avant l'arrêt de la compétition au mois de mars passé, Brentford garde toutes ses chances pour la montée en Premier League, surtout qu'il reste encore 9 matches à disputer avant la fin du championnat de L2 anglaise. Auteur d'une saison remarquable, Benrahma suscite l'intérêt de plusieurs grands clubs de la Premier League, à l'image de Tottenham, Manchester United, Arsenal et Chelsea. L'ex-joueur de Nice devrait décrocher un bon contrat la saison prochaine pour aller jouer dans un club de haut niveau.

Al-Ahly Djeddah
Belaïli pourrait rejoindre un club européen la saison prochaine

Selon des informations rapportées par des proches du joueur d'Al-Ahly de Djeddah, ce dernier ne serait pas chaud à l'idée de poursuivre l'aventure en Arabie Saoudite, surtout que le championnat est à l'arrêt depuis plus de 2 mois.

Le champion d'Afrique en titre avec la sélection algérienne est tenté par une aventure en France ou en Espagne où il est d'ailleurs suivi par plusieurs équipes qui veulent s'offrir ses services. Le joueur, qui est sous contrat avec Al-Ahly Djeddah jusqu'en 2022, est prêt à faire des concessions pour quitter l'Arabie Saoudite. A 28 ans, l'enfant d'Oran veut vivre d'autres sensations et, surtout, donner une autre dimension à sa carrière.

Le joueur algérien, qui a connu une expérience décevante avec Angers, semble décidé à tenter une autre expérience en Europe afin de relever le challenge et montrer qu'il a toutes les qualités pour porter les couleurs d'une bonne équipe de L1 ou de la Liga la saison prochaine. Pour un bon nombre d'observateurs et de spécialistes, Belaïli a le potentiel pour s'imposer dans n'importe quelle équipe européenne.

Ligue 1 : ES Sétif
L'entraîneur Kouki réitère son souhait de rester

L'entraîneur tunisien de l'ES Sétif, Nabil Kouki, a réitéré son souhait de rester au club des Hauts-Plateaux pour une autre saison, malgré les contacts qu'il a eus de plusieurs équipes tunisiennes et du Golfe.Dans un entretien au site Kooora, le technicien tunisien a confirmé avoir discuté avec le directeur général du club, Fahd Halfaya, à l'approche de l'expiration de son contrat en juin, ne cachant pas son sentiment de bien-être à Sétif. «J'ai eu une discussion avec M. Halfaya sur l'après-juin. Je lui ai signifié mon souhait de renouveler mon contrat avec l'ESS où je me sens bien et où j'ai pu réaliser de bons résultats, malgré des sollicitations de Tunisie et de pays du Golfe», a déclaré Kouki à Kooora.Le technicien de 50 ans a, par ailleurs, révélé que son objectif à moyen terme est de prendre en main la sélection nationale tunisienne : «Je suis un entraîneur très ambitieux. Je veux de ce fait entraîner la sélection nationale de mon pays. C'est un rêve pour moi».Kouki, qui a rejoint Sétif au mois d'octobre 2019, est parvenu à redresser la barre en championnat en permettant à son équipe de réaliser une remontée spectaculaire au classement, atteignant la seconde place après 22 journées disputées. En Coupe d'Algérie, l'ESS est toujours en course pour se qualifier au dernier carré.

B. N.

L'ECHO D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT

Météo	Alger	Oran	Constantine	Béchar	Ouargla
Min° Max°	17°/24°	18°/27°	14°/29°	26°/37°	23°/37°

Horaires des prières Alger	El Fadjr	El Dohr	El Aasr	El Maghreb	El Icha
	03:45	12:45	16:36	19:58	21:38

Coronavirus

194 nouveaux cas, 171 guérisons et 8 décès en Algérie durant les dernières 24h

194 nouveaux cas confirmés de coronavirus, 171 guérisons et 8 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué, aujourd'hui, à Alger le porte-parole du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, Djamel Fourar. Il a précisé, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie du Covid-19, que le nombre de cas confirmés s'élève ainsi à 8697, celui des décès à 617, alors que le total des patients guéris passe à 4.918.

L'Aïd El-Fitr

Le président Tebboune reçoit les vœux de son homologue turc

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu, mardi, un appel téléphonique de son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan qui lui a présenté, à l'occasion de l'Aïd El-fitr, ses vœux les plus sincères, échangeant les informations sur les efforts déployés dans les deux pays pour endiguer la propagation de la pandémie Covid-19 et passant en revue la situation dans la région, indiquait un communiqué de la Présidence.» Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu, mardi dans la matinée, un appel téléphonique du président de la République de Turquie, Recep Tayyip Erdogan, qui lui a présenté, à l'occasion de l'Aïd El-Fitr, ses vœux de santé et de bonheur, souhaitant au peuple algérien davantage de prospérité et de bien-être», a précisé la même source.» A son tour, le président de la République a présenté ses meilleurs vœux à son homologue turc, en priant Allah, de combler de sa bénédiction le peuple turc frère». Les deux présidents «ont échangé les informations sur les efforts déployés dans les deux pays pour endiguer la propagation de la pandémie Covid-19, en passant en revue la situation dans la région», ajoutait le communiqué. À cet effet, «les deux présidents ont dénoncé le projet israélien visant l'annexion de nouvelles terres palestiniennes, le qualifiant d'une nouvelle violation flagrante du droit international et d'entrave supplémentaire au processus de paix». Quant au développement de la situation en Libye, les deux parties ont convenu d'«intensifier les efforts afin d'imposer, dans une première phase, un cessez-le-feu, comme prélude nécessaire pour faciliter la solution politique interlibyenne, basée sur le respect de la légitimité populaire garante de la souveraineté de la Libye et de l'unité de son territoire», a conclu le communiqué.

ANP

Le général-major, Saïd Chengriha, préside un colloque sur le Covid-19

Le général-major, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire par intérim, Saïd Chengriha, présidera mercredi à l'Ecole supérieure de guerre à Tamentfoust (1ère Région militaire), la cérémonie d'ouverture du colloque intitulé «Résilience face à la pandémie du Covid-19», a indiqué, mardi, un communiqué du ministère de la Défense nationale. Ce colloque, organisé par l'Institut militaire de documentation, d'évaluation et de prospective (IMDEP) du ministère de la Défense nationale, s'inscrit dans le cadre du «suivi du développement de la situation sanitaire liée à la pandémie du Covid-19», note la même source. Ce colloque, qui sera animé par de hauts cadres de l'Etat et des professeurs universitaires, a pour objectifs de «mettre la lumière sur les bouleversements géopolitiques et économiques induits par cette pandémie, de mettre en exergue le rôle de l'Armée nationale populaire dans la gestion de la situation sanitaire et de la nécessité de sensibiliser le citoyen quant à son devoir de contribuer dans la lutte contre le coronavirus , ainsi que de débattre des mécanismes de gestion stratégique de la crise, notamment de l'après Covid-19», ajoute le communiqué.

Alger

Les SMA commémorent le 79e anniversaire de la mort du martyr Mohamed Bouras

La Mouhafadha de la wilaya d'Alger de l'Association des Anciens scouts musulmans algériens (SMA) a commémoré, mardi, le 79e anniversaire de la mort du martyr, Mohamed Bouras, fondateur du mouvement scout en Algérie, en présence du commandant-général, Mustapha Saâdoune, du commissaire de wilaya et des commandants des groupes des scouts d'Alger, a-t-on constaté. La marche symbolique des scouts des commandants des groupes a pris le départ du stade communal de Kouba et a sillonné ses artères avant de se rendre au cimetière de Ben Omar où une gerbe de fleurs a été déposée sur la tombe du martyr, Mohamed Bouras, fondateur du premier groupe de scouts en Algérie en 1935. Dans une déclaration, le commissaire de wilaya, Abbad Tarek, a affirmé que la commémoration de la mort du héros Mohamed Bouras se veut une évocation de la mémoire du commandant et fondateur du mouvement des scouts en Algérie pour la faire connaître aux générations montantes, tout en mettant en exergue la contribution de ce mouvement depuis sa création dans la préparation de générations de pionniers et de commandants du mouvement national et de la Révolution imprégnés des valeurs et principes nationaux et de ses constantes, de même qu'il contribue, aujourd'hui, à la formation des générations montantes conformément aux principes du 1er Novembre 1954. Mettant en avant les qualités de Mohamed Bouras, exécuté le 27 mai 1941 par les forces coloniales françaises, Abbad Tarek a souligné qu'il avait permis de promouvoir l'esprit nationaliste et d'ancrer les valeurs du militantisme, de la discipline et de la rigueur dans les rangs des scouts adhérents, ajoutant qu'il faisait partie de ces hommes convaincus que «la liberté ne se donne pas, elle s'arrache». Il a rappelé que Mohamed Bouras fonda son premier groupe de scouts en 1935 qu'il nomma « *El Fellah* » et a veillé à inculquer le sens du patriotisme et l'amour de la patrie aux jeunes, saluant son parcours riche en activités sportives. Il a ajouté que les valeurs ancrées chez les jeunes par les Scouts musulmans algériens en font une institution citoyenne et le cadre idoine pour inculquer et consacrer l'entraide sociale solidaire.

● Covid-19

Plus de 5,5 millions de cas déclarés dans le monde

Plus de 5,5 millions de cas du nouveau coronavirus (Covid-19)ont été officiellement déclarés dans le monde, dont plus des deux tiers en Europe et aux Etats-Unis, selon un comptage réalisé mardi à partir de sources officielles. Au moins 5 505 307 cas d'infection, parmi lesquels 346 188 décès, ont été recensés, notamment en Europe, continent le plus touché avec 2 047 401 cas et 172 824 décès, ainsi qu'aux Etats-Unis (1 662 768 cas, dont 98 223 décès). Le nombre de cas déclarés dans le monde a doublé en un mois et plus de 1 million de nouveaux cas de Covid-19 ont été enregistrés sur les 11 derniers jours. Le nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations, un grand nombre de pays ne testant que les cas graves ou manquant de capacités de dépistage.

● Il surprend ses fans

Mike Tyson remontera sur le ring à 53 ans

À 53 ans, Mike Tyson n'est pas KO. Loin de là. Le sulfureux boxeur vient même de prendre de court tous ses fans en annonçant son grand retour sur les rings. Le New-Yorkais n'avait pas chaussé ses gants depuis près de 15 ans, date d'une cuisante défaite contre Kevin McBride, comme l'a rappelé le journal français *Le Parisien*, dimanche 24 mai.
«Je suis dans la meilleure forme de toute ma vie. Dieu a été miséricordieux avec moi. Je vais continuer comme ça, je me sens bien. Je suis à 104 kilos maintenant. Je me prépare, tu sais. Je me prépare à aider ceux qui ont eu moins de chance que moi. Je vais le faire, ce combat caritatif», a confié le sportif au rappeur Lil Wayne, qui l'interviewait dans le cadre de son Young Money Radio Show.

Le nom de son adversaire n'est pas dévoilé

Pour l'heure, aucune information n'a filtré concernant le nom du futur adversaire de Tyson. Une seule chose est sûre : il s'agira d'un grand nom de la boxe. «Il y a tellement de monde qui veut disputer ce match», assure celui qui évolue dans la catégorie poids lourds. Et «Iron Mike», en bon communicant, de donner l'eau à la bouche à ses fans : «Tu n'en reviendras pas quand on les rendra publics».

L'ECHO
D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT
Quotidien National d'Information
www.lechodalgerie-dz.com